

sommaire

1 > Qui annule sa dette,
relève la tête

page 2

2 > Le débat sur le
développement

page 7

3 > Dette et privatisation

page 15

4 > Quatre milliards de
pauvres

page 18

5 > L'aide au développe-
ment

page 20

6 > Pour un monde plus
juste

page 22

7 > Genoa Social Forum

page 25

Dette & Développement

att@
suffis

édito



attac

rapport trimestriel

premier trimestre 2001

Mai 2001

Synthèse des documents publiés

sous forme électronique sur

le site www.attac.org

Dette & Développement

? Sous le signe des mobilisations internationales

Barcelone. Il s'agit là d'une réunion de la Banque mondiale qui sera l'occasion de mobilisations très importantes des différents réseaux espagnols : syndicats, ONG, réseau pour l'annulation de la dette des pays du tiers-monde, ATTAC et le MRG, le "mouvement de résistance globale" qui était très présent à Prague et à Nice. Le week-end des 23 et 24 juin se tiendra un contre sommet et une manifestation de masse, le lundi 25, jour où commence la conférence, des nombreuses actions directes non violentes sont prévues. D'ores et déjà plusieurs comités ATTAC de Midi-Pyrénées et de Languedoc-Roussillon ont prévu de participer à ces mobilisations.

Gênes. En Italie, sur la côte méditerranéenne le grand rendez-vous international. Le G-7, le "gouvernement du monde" s'y réunit. Se sera le premier voyage de Georges Bush en Europe et la première réunion importante pour la nouvelle équipe gouvernementale du "cavaliere" Berlusconi. Deux excellentes raisons, en plus des thèmes traditionnels des mobilisations au moment des G-7, comme la dette, de se rendre massivement à Gênes des 19 au 21 juillet. Un contre sommet s'y tiendra, le 20, lors de l'ouverture du G-7, ce seront les actions directes non violentes et le samedi 21 une manifestation qui devrait être gigantesque. En Italie, un vaste front unitaire s'est mis sur pieds. Dans toute l'Europe, la mobilisation se prépare et les chiffres annoncés - partout plus du double de ce qui avait fait pour Prague ou Nice - laissent présager une manifestation monstre, peut être la plus importante de tout ce que nous avons fait depuis Seattle !

? Avertissement

Les documents publiés n'engagent pas l'association ATTAC. Ils peuvent représenter l'opinion de groupes thématiques, de groupes locaux, de personnes ou d'autres organisations. Il s'agit avant tout de pouvoir profiter des expertises et des travaux disponibles afin de construire, ensemble, cet autre monde possible, de nous réapproprier notre avenir. Ils ont tous été publiés sur le site Internet de l'association ou dans ses périodiques par courrier électronique.

attac

association pour une taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyens

9 bis, rue de Valence 75005 Paris / attac@attac.org / <http://attac.org/>
Téléphone 01.43.36.30.54 / Fax 01.43.36.26.26

1 > Qui annule sa dette relève la tête



Un riche bien établi dit à un ambitieux qui veut le devenir :
« Qui paie ses dettes s'enrichit. »

L'autre répond : « Comment puis-je m'enrichir si, pour rembourser ma dette, je suis obligé de m'endetter de nouveau ? »

Le riche ricane : « On voit bien que tu es un novice. Tu n'as qu'à faire comme moi : tu prêtes. »

L'autre : « Mais à qui ? »

Le riche : « Retourne-toi, il y a un pauvre derrière toi et il veut emprunter ; prête-lui. »

L'autre : « Je lui prête ou il m'emprunte ? »

Le riche : C'est pareil. Tu me fais perdre mon temps et tu vas me devoir davantage. »

Jean-Marie Harribey

Professeur de sciences économiques et sociales à l'Université Montesquieu-Bordeaux IV.

Le document original complet se trouve à l'adresse suivante (avec notes et bibliographie):

<http://attac.org/fra/list/doc/harribey4.htm>

Histoire vraie. Histoire sordide. L'histoire de la génération d'une dette qui n'existait pas il y a 40 ans et qui atteint aujourd'hui 2030 milliards de \$ + 465 milliards de \$ si l'on inclut les pays de l'Est. Donc un total de 2500 milliards de \$ de dettes des pays les plus pauvres de la planète vis-à-vis des grandes institutions financières internationales, des grandes banques occidentales ou des Etats développés. L'histoire d'une formidable ponction opérée par le système financier capitaliste mondial sur les peuples les plus démunis. Une ponction qui est normalement programmée pour être sans fin grâce à un mécanisme infernal de reproduction de la dette à une échelle de plus en plus vaste, que l'on ne pourra briser que par une annulation pure et simple.

1. L'engrenage de la dette

Après la 2ème guerre mondiale, le monde découvre la réalité du sous-développement. C'est l'époque des luttes pour l'indépendance à l'égard des puissances coloniales ou vis-à-vis des deux blocs de la guerre froide. Dans les années 50, une conscience du tiers monde émerge lors des conférences de Bandung (1955), puis plus tard de Belgrade (1961) ou d'Alger (1973). Quelques pays amorcent au cours des années 50 et 60 des processus de développement économique sur une base nationaliste, parfois selon une voie non capitaliste. Que l'on songe à l'Inde de Nehru, la Yougoslavie de Tito, l'Egypte de Nasser, le Cuba de Castro et du Che, la Chine de Mao.

Ces amorces de développement se font alors sans être complètement subordonnées à des procédures de financement dont étaient maîtres les banques et institutions internationales. La majeure partie des flux de capitaux allant du Nord vers le Sud sont, dans les années 50 et 60, d'origine publique. La subordination du tiers monde à l'époque passait essentiellement soit par un colonialisme classique encore non aboli, soit par une non maîtrise de l'exploitation et du prix des matières premières dans lesquelles la production des pays du tiers monde destinée à l'exportation était spécialisée. Les deux principales manifestations de cette subordination étaient alors l'échange inégal et la dégradation des termes de l'échange.[2] Ces deux problèmes subsistent encore aujourd'hui, mais ils sont aggravés par l'engrenage de la dette.

Tout va changer en effet à partir du début des années 70. Sous la conjonction de deux séries d'éléments concomitants.

Le premier est la crise du capitalisme qui éclate à ce moment-là et qui se traduit par une baisse de la rentabilité du capital, c'est-à-dire des opportunités de profit, par un effondrement en 1971 du système monétaire international fondé à Bretton-Woods (1944) et la chute du dollar déjà miné à cause de l'accumulation de dollars dans le monde, et par le quadruplement du prix de pétrole en 1973.

Les grandes banques occidentales vont se trouver à la tête de dollars accumulés depuis plusieurs années à cause du déficit de la balance des paiements américaine et soudainement accrus après le premier choc pétrolier. Elles vont donc, à un moment où la croissance des pays industrialisés donne des signes de fatigue, être prises d'une frénésie pour octroyer des prêts faciles aux pays du tiers monde et inciter ceux-ci à y avoir recours. Les taux d'intérêt réels sont très bas à cause d'une inflation forte. Et, par chance pour les pays du tiers monde, la hausse du prix des matières premières pendant la décennie 70 pro-



met à ceux-ci des recettes d'exportation capables de les aider à rembourser leurs emprunts. La conséquence est que de 1973 à 1981, les créances des banques privées sur les pays en voie de développement progressèrent de 28% par an en moyenne. De 1974 à 1982, le ratio de la dette extérieure sur les exportations est passé de 72,2% à 113,7%, et le ratio du service de la dette sur les exportations est passé de 8,5% à 17,2%. Cette détérioration des ratios est surtout marquée en Amérique latine (doublement du premier ratio et 26,4% pour le second) et en Afrique (triplement du premier ratio ; le second ne progressant que jusqu'à 13,3% parce que la part des financements publics était restée importante). Seule, l'Asie du sud-est maintenait des ratios plus supportables parce qu'elle bénéficiait d'une croissance forte et d'exportations importantes.

Le deuxième élément expliquant la montée de l'endettement des pays du tiers monde est plus politique. Au début de la décennie 70, les élites capitalistes prennent conscience que le risque est grand de voir le tiers monde basculer dans la voie d'un développement alternatif qui est perçu comme une menace communiste. Les Etats-Unis sont embourbés au Vietnam et s'apprêtent à subir une défaite, le Chili tente une expérience originale avec Allende, et même au bout de l'Europe le Portugal se défait de la dictature de Salazar avec la révolution des œillets. Aussi l'ONU ainsi que les institutions comme le FMI et la Banque mondiale lancent-elles à tour de rôle des « décennies du développement » annonçant pour demain la fin de la misère et de la malnutrition dans le monde. La révolution agricole verte doit empêcher la révolution rouge. Tous les projets de développement présentés par les pays du tiers monde sont acceptés sans aucune réticence et même encouragés, fussent-ils pharaoniques et destructeurs d'environnement comme le barrage d'Inga dans l'ex-Zaïre, celui sur la Narvada en Inde, celui de Kedung Ombo en Indonésie, ou comme la route transamazonienne au Brésil, ou fussent-ils, et à plus forte raison, commandés par des régimes dictatoriaux ou fascistes comme l'Indonésie de Suharto, le Brésil des militaires, l'Argentine de Videla et plus tard le Chili de Pinochet.

Cette conjoncture financière qu'on aurait pu considérer comme favorable aux pays du tiers monde ne va pas durer. Favorable, parce qu'un endettement n'est pas quelque chose de malsain si la croissance et notamment la croissance des exportations sont supérieures aux taux d'intérêts réels. Or, immédiatement après le 2nd choc pétrolier, en 1979, les Etats-Unis effectuent un retournement complet de leur politique monétaire. Pour mettre fin à l'inflation et enrayer la chute du dollar, la FED (banque centrale américaine) amorce une politique de taux d'intérêt très élevés qui va se propager rapidement dans le monde entier et avoir des conséquences désastreuses pour les pays du tiers monde très endettés. Non seulement le coût du crédit se trouve brutalement renchéri car 70% de la dette avait été contractée à des taux d'intérêt variables, mais ce renchérissement s'opère au moment où s'achève la décennie faste pour le tiers monde en ce qui concerne les prix des matières premières qui recommencent à baisser au début de la décennie 80.

Résultat : des recettes d'exportations procurant des devises aux pays en voie de développement en baisse et nécessité de recourir à de nouveaux emprunts pour rembourser les précédents. Simultanément, les pays développés entrent en récession après que les politiques monétaires d'austérité ont aggravé les conséquences du 2nd pétrolier. Il s'ensuit que les importations des pays développés en provenance des pays en voie de développement se contractent, précipitant ces derniers dans la

crise.

La première crise de l'endettement éclate en août 1982 lorsque le Mexique annonce qu'il n'est plus en mesure d'honorer le service de sa dette et qu'il cesse de rembourser et de payer ses intérêts. Cette cessation de paiement survient après la dégradation des capacités de paiement pour les raisons évoquées plus haut et aussi après le départ d'une masse énorme de capitaux internationaux (22 milliards de \$) qui fuyaient un peso considéré comme surévalué.

La crise du Mexique ébranle le système bancaire mondial, d'autant plus fortement que ce pays était considéré comme l'un des plus fiables parmi le tiers monde eu égard à ses réserves pétrolières. La vulnérabilité du système bancaire apparaît donc au grand jour puisque le montant total de l'endettement extérieur des pays du tiers monde atteint, à la fin 1982, 635 milliards de \$, et que cet endettement est très concentré dans la mesure où près de la moitié du total est répartie entre 5 pays seulement (Brésil, Mexique, Argentine, Corée du Sud et Venezuela).

C'est le point crucial pour la compréhension des enjeux de la résolution de la crise de la dette. De par leurs liens avec l'Amérique latine et leur domination sur elle, les Etats-Unis ont leurs banques très impliquées avec les pays les plus endettés du tiers monde. Les créances sur le Brésil, l'Argentine, le Venezuela et le Chili représentaient, en 1982, 141% des fonds propres de la Morgan Guaranty, 154% de ceux de la Chase Manhattan Bank, 158% de ceux de la Bank of America, 170% de ceux de la Chemical Bank, 175% de ceux de la City Bank et 263% de ceux de la Manufacturers Hanover.

Dès lors, le mot d'ordre financier, bancaire et politique international devient, non pas sauver les pays endettés, mais sauver les banques créancières de la faillite. Et c'est là qu'entrent en scène le FMI et la BM. Acte II.

2. Le rôle des institutions financières internationales

Depuis 1971, le FMI n'avait plus de rôle officiel puisqu'il avait été créé en 1944 pour garantir le respect des accords de Bretton Woods, notamment le maintien de la parité des changes.[3] L'abolition des changes fixes, le passage aux changes flottants ainsi que la libéralisation du mouvement des capitaux et la montée en puissance des banques privées, avaient mis un peu au chômage technique le FMI. La crise de la dette allait lui redonner de l'ouvrage. Essentiellement pour asservir définitivement les pays du tiers monde au capitalisme de plus en plus libéral. Au moyen de deux mécanismes : le report des échéances et surtout les plans d'ajustement structurel.

Le report des échéances ou rééchelonnement de la dette consiste à accorder un délai supplémentaire pour le remboursement des emprunts tout en continuant à payer les intérêts. En justifiant cela par l'idée que la difficulté de paiement de pays endettés n'était que passagère et que les banques pouvaient donc continuer à leur prêter des sommes uniquement pour rembourser les précédentes. Pis encore, en faisant jouer à certains pays déjà très endettés le rôle d'intermédiaires entre les banques et d'autres pays encore plus endettés. C'est ainsi qu'en mars 1984, le Mexique et le Brésil, qui n'arrivaient déjà à payer leurs intérêts qu'au moyen de nouveaux prêts, ont été invités à avancer 300 millions de \$ à l'Argentine pour éviter aux banques engagées dans ce dernier pays d'avoir à reconnaître la détention de créances douteuses.

Mais ces artifices étaient évidents. Ils ne pouvaient être utilisés que parce que, parallèlement, une machine redoutable entrait en action : les plans d'ajustement structurel

<< 1 (PAS).

Ajuster : en économie, ce mot signifie broyer, ou, plus soft, flexibiliser.

Structurel : en économie, ce mot désigne le social.

Résumé : ajuster le structurel, c'est broyer le social.

Même à l'époque où les crédits étaient accordés aux pays du tiers monde à des taux d'intérêt réels faibles, ce n'était pas sans exiger d'eux le respect de normes libérales strictes. Par exemple, Robert McNamara qui s'y connaissait en matière de guerre contre les peuples puisqu'il avait dirigé celle contre le Vietnam avant de diriger la BM, déclarait en 1968 : « L'unique limitation des activités de la Banque mondiale est la capacité des pays membres d'utiliser notre assistance de manière efficace et de rembourser nos prêts dans les termes et les conditions que nous déterminerons. »[4]

Mais à partir de la crise de la dette de 1982, le FMI et la BM vont conditionner l'octroi de nouveaux crédits ou le rééchelonnement de la dette à l'adoption de programmes dits PAS qui, dans un premier temps vont avoir pour objectif de faciliter la gestion de la dette, c'est-à-dire d'éviter la faillite des grandes banques, mais rapidement vont devenir des instruments d'intégration et de sujétion des pays endettés aux mécanismes du marché capitaliste mondial.

Les PAS présentent deux volets :

- un volet de stabilisation économique à court terme qui se décline en trois dimensions :

. la dévaluation de la monnaie (63% pour le dinar algérien en 1994, 50% pour le franc CFA en janvier 1994) et la suppression du contrôle des changes ;

. l'austérité budgétaire publique avec la diminution du nombre de fonctionnaires, de leurs salaires, et la baisse des budgets sociaux et des dépenses d'éducation et de santé ;

. la libéralisation des prix, la suppression des subventions notamment en faveur des produits de base (pain, riz, tortilla, eau, électricité, transport) et de l'indexation des salaires.

- un volet de réformes structurelles qui visent toutes à libéraliser l'économie :

. libre circulation des capitaux (fin du contrôle sur les investissements étrangers), libéralisation du commerce extérieur (ouverture aux produits étrangers) ;

. privatisations du système bancaire et des entreprises publiques ;

. privatisation de la terre (contre-réforme agraire) ;

. priorité à la production destinée à l'exportation par rapport à la production vivrière ;

. déréglementation du marché du travail et limitation du pouvoir des syndicats ;

. réforme fiscale anti-redistributive : généralisation de la TVA et surtout pas d'impôt sur le capital.

L'enjeu des PAS est clair : éliminer définitivement toute trace des modes de vie traditionnels communautaires et empêcher que le développement se fasse en empruntant une voie qui donnerait trop de place aux rapports non marchands ou qui ferait appel à une régulation collective. Par exemple, le FMI et la BM ont imposé au Mexique qu'il modifie l'article de sa constitution protégeant les biens communaux (les ejido). Ils préparent activement la privati-

sation des terres communautaires ou étatiques en Afrique subsaharienne.

Que l'on aille sur n'importe quel continent, les résultats des PAS sont désastreux. On note partout une aggravation des inégalités parce que ce sont les plus petits revenus qui sont le plus sévèrement touchés par l'austérité, tandis que les détenteurs de fortunes et de hauts revenus peuvent facilement changer des sommes importantes avant et après la dévaluation et ainsi protéger leurs avoirs. En Afrique, huit pays ont vu l'état nutritionnel des enfants diminuer pendant l'application des PAS. Le taux d'inscription dans les écoles primaires avait progressé de 41% à 79% entre 1965 et 1980. En 1988, il était redescendu à 67%. Le taux de mortalité infantile a augmenté de 54% en Zambie au début de la décennie 90. De 1985 à 1995, les dépenses d'éducation par habitant y ont été divisées par 6. De 1990 à 1993, la Zambie a consacré 37 millions de \$ pour l'enseignement primaire et 1,3 milliard pour le service de sa dette.

Jusqu'en 1997, la Corée du Sud, la Thaïlande, l'Indonésie étaient citées en exemples par le FMI et la BM parce que les banques centrales devenaient indépendantes des gouvernements, parce que le code du travail était réformé pour permettre les licenciements, parce que la pénétration des capitaux étrangers était assurée ou parce que les conglomerats locaux étaient démantelés de façon à ce que les entreprises étrangères puissent acquérir jusqu'à 100% du capital des entreprises locales.

En réalité, la crise couvait. Les pays du sud-est asiatique avaient connu des taux de croissance faramineux basés sur des entrées de capitaux en surnombre, attirés par les bas salaires et par les taux d'intérêt maintenus à un niveau élevé pour laisser les monnaies locales accrochées au dollar. Comme les balances commerciales étaient déficitaires, cela ne faisait que renforcer le déficit des transactions courantes. Comme l'ambiance était euphorique, toutes les entreprises industrielles, financières ou immobilières, avaient largement recours au crédit qui alimentait les spéculations de toutes sortes et engendrait une surproduction croissante dans tous les secteurs. Les grands fonds spéculatifs internationaux ne craignaient rien car ils savaient qu'il y aurait de toute façon un prêteur en dernier ressort au niveau mondial. Mais quand ils ont vu en 1997 que les autorités ne pourraient plus défendre la parité de leurs monnaies avec le dollar, ils ont commencé à désertier la place. La crise dite asiatique, mais qui n'est qu'une crise capitaliste en Asie, était là.

Et pendant ce temps-là, la dette faisait son chemin.

Entre 1968 et 1980, la dette extérieure des pays du tiers monde a été multipliée par 12, puis par 4 jusqu'à aujourd'hui (le service de la dette x 6). En une trentaine d'années, elle est passée de 50 milliards de \$ à 2500 : x par 50.

Le service de la dette engendré par celle-ci :

1999 - Tiers monde - Pays de l'Est

1999 - 300 M \$ - 50 M \$

Alors que l'aide publique au développement sous forme de prêts ne dépasse pas 50 milliards de \$: environ 0,24% des PIB des pays de l'OCDE (0,13% pour les USA), loin du 0,7% prévu.

En 1997, l'Etat fédéral brésilien a payé 45 milliards de reais d'intérêts, 72,5 en 1998, 95 en 1999, alors que le budget de la santé publique n'était que de 19,5 milliards en 1999.

L'Afrique subsaharienne rembourse chaque année 15

milliards de \$, soit 4 fois plus que ce qu'elle dépense pour la santé et l'éducation.

La balance entre service de la dette et nouveaux prêts laisse apparaître un transfert du Sud vers le Nord :

1998 : 45 M \$

1999 : 114,6 M \$ = plan Marshall de l'après-guerre en \$ actualisés[5].

Alors que le PNUD a calculé qu'il suffisait de 40 milliards de \$ par an pour assurer l'alimentation, l'eau, l'éducation, les soins de gynécologie et d'obstétrique dans tous les pays pauvres.

En 1998, les 41 PPTE ont transféré vers les pays du Nord 1,680 milliard de \$ de plus que ce qu'ils ont reçu.[6]

La plus grande partie de la dette est une dette à l'égard des grandes institutions internationales et des Etats développés (1600 M \$), et cela d'autant plus que les pays endettés sont pauvres. La dette est énorme : 2500 M \$, mais ne représente qu'une très faible part de toutes les dettes contractées dans le monde : environ 6% sur 40 000 M \$.

La dette est un mécanisme de transfert occulte des richesses des pays pauvres vers les pays riches, ou plus exactement des classes sociales les plus pauvres situées surtout dans les pays pauvres vers les classes sociales les plus riches situées le plus souvent dans les pays riches. C'est un mécanisme qui s'insère dans le processus de financiarisation de l'économie capitaliste à l'échelle mondiale, processus qui consiste lui-même à capter la plus grande part des richesses créées par le biais de l'augmentation de l'exploitation de la force de travail dont la spéculation fait ses choux gras.[7]

3. L'annulation de la dette

Devant l'ampleur des désastres sociaux provoqués par les PAS et l'impossibilité d'envisager un recouvrement de la dette des pays les plus pauvres, le FMI, la BM et les pays du G7 ont décidé en 1996 un plan de réduction de la dette des pays pauvres très endettés (PPTE). La BM a retenu alors 41 PPTE. Le 19 juin 1999, le G7 réuni à Cologne a envisagé un allègement de la dette de 74 à 100 milliards de \$ pour 34 pays. Ces pays sont ceux pour lesquels leur dette était jugée insoutenable parce que le PIB par habitant était inférieur à 370\$ (1 \$ par jour) et parce que la dette dépassait 150% des recettes annuelles d'exportations et le service de la dette dépassait 25% des recettes annuelles d'exportations. De plus, ces ratios ne devaient pas s'être améliorés de puis 3 ans. Ce projet ne porte que sur la moitié de la dette des 34 pays en question et ne représente qu'un tiers de la dette des 41 PPTE.

La presse a fait grand bruit de ces projets et les gouvernements se sont gargarisés de leur générosité. En fait, plusieurs éléments viennent rendre presque caduques les annonces faites.

D'abord, quels sont les montants de la dette pris en compte pour décider un allègement ? Premièrement, on ne prend en compte le plus souvent que le montant de la dette publique bilatérale (d'Etat à Etat) et on laisse de côté tant la dette publique multilatérale à l'égard des institutions comme le FMI ou la BM que la dette à l'égard des banques privées. Or, cela représente la part la plus faible. Deuxièmement, on ne retient que la dette publique bilatérale qui existait avant tout rééchelonnement éventuellement obtenu (principe de la date butoir).

Ensuite, il y a une véritable course d'obstacles que doi-

vent subir les pays candidats à l'allègement de leur dette : allégeance au FMI puis négociation devant le Club de Paris qui réunit les principaux pays créanciers devant lesquels vient faire amende honorable le représentant du pays endetté candidat à l'allègement de la dette publique bilatérale.[8]

Enfin et surtout, l'allègement de la dette est soumis à des conditions draconiennes qui ne sont ni plus ni moins que la perpétuation des PAS rebaptisés Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (CSLP) élaboré « en concertation avec la société civile » :

- un PAS de 3 à 6 ans doit avoir été pratiqué auparavant dont les résultats doivent avoir été jugés probants par le FMI et la BM ;

- le Club de Paris décide ou non de l'allègement en vertu de l'accord de Cologne ;

- retour devant le FMI et la BM qui décident du montant exact de l'allègement dans le cadre d'un CSLP qui, pris au pied de la lettre, est une absurdité puisqu'il préconise d'un côté la poursuite des politiques libérales et de l'autre la lutte contre la pauvreté par la satisfaction des besoins essentiels et les services publics qui supposerait la fin de ces politiques libérales.

Par exemple, le Mozambique avait réussi à obtenir pour 2000 un allègement de sa dette. En octobre 1999, le FMI et la BM lui demandent de présenter un plan CSLP avant janvier 2000. Le gouvernement du Mozambique répond qu'il n'est pas possible de préparer un tel plan avec la population en si peu de temps. Le FMI et la BM décident de reporter sine die l'allègement de la dette.

La Guyane devait bénéficier d'un allègement en décembre 1999. Mais son gouvernement avait décidé d'accorder une hausse de salaire de 3,5% après une période où le pouvoir d'achat avait baissé de 40%. Le FMI et la BM demandent alors à la justice de trancher, qui accorde 20% d'augmentation de salaire. FMI et la BM décident de reporter sine die l'allègement de la dette.

Au total, sur les 100 milliards de \$ d'allègement annoncés à Cologne en 1999 et rappelés à Okinawa en juillet 2000, 2,5 milliards ont été effectivement accordés, soit 1/1000 de la dette totale et 1,2% de la dette des 41 PPTE.

Enfin, il faut dire que ces annulations ne sont pas véritablement des annulations. D'abord parce que le FMI et la BM ne renoncent jamais à leurs créances. Ils n'acceptent qu'un transfert d'une partie de celles-ci sur le dos des Etats développés. C'est la raison pour laquelle ceux-ci sont si chiches avec les pays pauvres : parce que le FMI et la BM reportent sur les Etats les dettes partiellement « annulées ». C'est-à-dire, pour les Etats en question, cela signifie accroître leurs propres déficits ou lever des impôts supplémentaires.

Ensuite, les Etats qui prétendent annuler la dette bilatérale qu'a contractée à leur égard tel ou tel pays pauvre mentent effrontément. Le Japon a annoncé le 23 juillet 2000 à Okinawa une aide de 15 milliards de \$ pour favoriser le développement d'Internet dans le tiers monde. Mais c'est une annonce trompeuse car il s'agit d'une aide liée qui fait obligation d'acheter au Japon le matériel informatique. Jacques Chirac, après avoir fait aux Français le coup de la fracture sociale en 1995, avant de leur faire celui de la fracture écologique en 2002, conditionne les allègements de dette des pays pauvres à des privatisations qui permettent aux multinationales françaises comme Bouygues et Vivendi d'acheter en solde des pans entiers de l'économie africaine.

En conclusion, l'annulation de la dette extérieure des pays pauvres représente une exigence de justice élémentaire mais elle ne serait de toute façon qu'une petite contrepartie de l'énorme dette sociale et écologique laissée par le développement occidental à la planète entière et aux plus démunis en particulier.

Les arguments des opposants à cette annulation n'ont aucune validité.[9] Soit ils invoquent le risque de déstabilisation du système financier mondial. Or, la dette des pays du tiers monde n'est finalement qu'une goutte d'eau dans la dette totale. Le système financier mondial est beaucoup plus menacé par la spéculation et les crises financières périodiques qui en résultent que par l'annulation de la dette. Soit ils invoquent l'aléa moral. Il faut prendre le terme de moral dans ses deux sens. L'annulation de la dette serait immorale parce qu'elle laisserait entrevoir aux emprunteurs la perspective de ne pas rembourser. Cela prêche à sourire quand on sait que les pays pauvres ont remboursé environ quatre fois leur dette depuis 1982. Et puis, les détenteurs de capitaux perdraient leur moral pour investir dans les pays dont on aurait effacé la dette. Cet argument est aussi pertinent que celui qui consiste à faire passer le bourreau pour la victime.

L'annulation de la dette extérieure des pays pauvres répond à une nécessité sociale, mais elle ne peut contribuer à faire reculer l'emprise du capitalisme financier que si elle prend place parmi un ensemble de mesures pour maîtriser l'avenir de la planète, comme le demande AT-TAC :

- respect des modes de vie des populations et de leurs moyens de subsistance ;
- respect des droits démocratiques et syndicaux ;
- contrôle du mouvement des capitaux par la taxation des transactions de change ;
- taxation des revenus du capital ;
- suppression des paradis fiscaux ;
- remplacement des institutions internationales inféodées à la finance par des institutions contrôlées démocratiquement ;
- pratique de taux d'intérêt les plus bas possibles.

La libéralisation du capitalisme qui a prévalu au cours des vingt dernières années a produit ses dégâts surtout dans les pays pauvres mais elle a laissé des traces profondes également dans les pays riches où, malgré la richesse produite et accumulée, la pauvreté n'a jamais été aussi forte et les inégalités aussi criantes. Le chômage au plus haut et l'inflation au plus bas, le franc fort, l'austérité budgétaire et monétaire, le freinage du pouvoir d'achat salarial alors que la productivité du travail progresse, c'étaient ou ce sont les ingrédients des traités de Maastricht et d'Amsterdam qui furent les PAS européens.

De ce fait, l'annulation de toutes les dettes publiques au monde est un objectif de premier plan parce qu'elles ne sont jamais que le moyen de transférer des richesses des pauvres vers les riches.[10] C'était le sens de la petite historiette racontée au début de ce texte.



2 > Le débat sur le développement

LES ENJEUX

Nous définissons volontiers ATTAC comme un mouvement d'éducation populaire. C'est parce que notre ambition est d'armer intellectuellement les citoyens, individuellement et collectivement, pour qu'ils ne se laissent pas déposséder de leur avenir. C'est à cette ambition que contribue l'Université d'été.

Pour commencer, nous mettrons l'accent sur trois enjeux : pour passer des résistances aux propositions, nous voulons comprendre pour transformer dans le sens d'un monde plus libre, plus juste et plus solidaire ; nous voulons comprendre le rapport entre les dynamiques internes de transformation des sociétés et la transformation du système international ; nous voulons inscrire notre action dans la solidarité internationale et refuser la nature des rapports existants entre le Nord et le Sud.

Comprendre pour transformer

En tant que mouvement qui a démontré ses capacités de résistance et de mobilisation, nous sommes confrontés à une question difficile : comment passer des résistances à des alternatives, comment passer des mobilisations à des propositions de transformations ?

Les luttes et les mobilisations ne sont pas simplement des formes de résistances. Ce sont aussi des révélateurs de situation, des outils irremplaçables pour comprendre les situations et les systèmes, pour mettre à jour les cohérences et ouvrir les contradictions. Elles mettent également en évidence de nouvelles pistes, de nouvelles approches ; elles sont porteuses de propositions.

Les propositions peuvent être de différentes natures et peuvent avoir des effets contradictoires. Certaines préconisent des améliorations souhaitables, mais elles peuvent aussi avoir pour effet de conforter le système combattu. D'autres sont radicales dans la mesure où elles vont à l'encontre des logiques dominantes à l'œuvre, permettent de développer les mobilisations et les prises de conscience ; c'est le cas aujourd'hui de la taxe sur les transactions financières. D'autres encore se veulent alternatives et ont pour ambition de montrer que d'autres avenir sont possibles et qu'il faut travailler à les préfigurer. Les propositions ne sont pas récupératrices ou révolutionnaires en elles-mêmes ; ce sont les situations qui permettent de juger de leur intérêt et de leur nature ; c'est leur inscription dans une stratégie qui les caractérise et qui leur donne un sens. La discussion des propositions relève du débat politique et non de la théologie.

Les résistances, les pratiques sociales, les luttes constituent un premier niveau de transformation d'une situation. Si on veut aller plus loin, remettre en cause les structures et les systèmes, avancer des propositions alternatives, il devient nécessaire d'accepter un détour pour comprendre la nature des systèmes, aller au-delà des apparences, refuser les évidences. La bonne volonté et la volonté politique ne suffisent pas, elles ne remplacent pas l'exigence scientifique. Nous résumerons celle-ci en alliant la liberté d'inventer à la nécessité de vérifier. Les propositions sont des hypothèses qu'il faut vérifier. Cette vérification passe par la confrontation avec les pratiques, le recours à l'histoire, le détour par la théorie.

La démarche que nous voulons mettre en avant passe par un impératif que Marx avait en son temps fortement



De l'ajustement au respect des droits humains

La définition d'un nouveau modèle de développement est à l'ordre du jour. Au-delà des effets de mode, le développement durable offre une piste. A condition de ne pas considérer qu'il doit être l'inverse du modèle dominant. Le bon développement n'est pas juste l'inverse du mal développement, il ne s'agit donc pas de prendre le contre pied de l'ajustement structurel. Ce n'est pas parce que le modèle dominant condamne les déséquilibres qu'il faut refuser l'équilibre, ce n'est pas parce qu'il idéalise le marché que le modèle alternatif devrait reposer sur sa négation. Il s'agit de faire la part entre la continuité et la rupture en matière de modèle de développement.

Gustave Massiah

Publication en collaboration avec le site Internet de l'AI-TEC <http://www.globenet.org/aitec/>

Le document original complet se trouve à l'adresse suivante (avec notes et bibliographie):

<http://attac.org/fra/list/doc/massiah.htm>

affirmé : nous voulons comprendre pour transformer. Nous ne voulons pas comprendre pour reproduire et pour conforter. Partir de la nécessité d'un point de vue, et le construire, ouvre un espace de liberté et modifie la compréhension des situations. Nous pouvons compléter cette proposition en affirmant qu'il faut comprendre pour transformer et qu'il faut aussi transformer pour comprendre. Pour comprendre une situation, il faut un projet ; le projet de la transformer. Cette prise de position a des implications. Elle amène à refuser une vision fataliste, et à mettre systématiquement l'accent sur les contradictions, de manière à privilégier les marges de manœuvre et les degrés de liberté.

La pensée du développement

Pour mettre au centre de nos réflexions la transformation économique, sociale et politique, nous partirons de la pensée du développement. Le développement est un terme d'acception relativement récente. Le développement implique des déséquilibres et entraîne des déséquilibres. Il s'agit donc de maîtriser des déséquilibres, voire de les susciter, pour arriver à une situation considérée comme meilleure.

La question est de savoir : meilleure pour qui ? La prise en compte des différences de situation, des inégalités, des formes de domination et d'oppression n'est pas pour nous une question secondaire, une conséquence qu'il faudrait corriger. Elle fait partie de la raison de la transformation sociale et la caractérise ; elle fait donc partie de ce que nous voulons comprendre, de notre façon de voir et d'analyser les sociétés et le système international.

C'est en quoi le développement ne se réduit pas à la croissance. L'efficacité économique nécessite de savoir comment produire les richesses. Il faut aussi se demander quelles richesses produire et comment les répartir. Les dynamiques à l'œuvre dans les sociétés ne sont pas seulement économiques, elles sont aussi sociales, politiques, idéologiques, culturelles, militaires. Pour apprécier ces dynamiques, nous allons nous interroger sur la pensée du développement en replaçant les politiques de développement dans les modèles de développement.

Une politique de développement s'inscrit dans un projet de transformation sociale. Elle dépend des situations, d'une part, et se rattache à une conception plus générale de l'autre. Les modèles de développement traduisent une conception à l'échelle du système-monde. Ces concepts ne sont pas toujours explicites pour les décideurs, politiques ou techniciens ; ils fonctionnent comme des évidences, ils vont d'eux-mêmes, « c'est incontournable, c'est ce qu'il faut faire parce qu'on ne peut pas faire autrement ». Ce sont les résistances et les crises qui rendent visibles le sens et la relativité des solutions proposées.

Les modèles de développement traduisent un accord sur les orientations générales du développement, sur les grandes lignes de la stratégie de transformation sociale. Même quand les options idéologiques diffèrent, elle déterminent ce que les responsables au pouvoir considèrent comme les politiques possibles, la représentation du réalisme (liée à la dictature de l'urgence). Les politiques de développement considèrent souvent comme des données les exigences des pouvoirs économiques, grandes entreprises et marchés financiers, et des institutions financières internationales ; elles ne peuvent être mises en œuvre sans l'accord, libre ou contraint, des pouvoirs politiques au niveau des gouvernements nationaux.

Revenons au débat sur les propositions. A chaque période, en situation, il y a des mouvements de réponse aux

politiques de développement qui leur correspondent. Elles vont des luttes et des résistances à des contre-propositions de différente nature ; de l'aménagement du système à des réformes radicales, voire alternatives. Ces réponses trouvent leur écho dans le débat international. Elles sont aussi recyclées par les institutions dominantes, après avoir été soulagées de leur charge subversive, et servent à faire évoluer et à adapter les politiques de développement. Mais, ces récupérations, si elles permettent d'affiner les politiques, peuvent affaiblir la cohérence du modèle et légitimer la recherche de conceptions alternatives.

Le système international et les rapports Nord-Sud

Dans cette interrogation sur la pensée du développement, nous voulons mettre l'accent, sur l'importance du rapport entre les dynamiques internes des sociétés et le système international. D'autant que la référence omniprésente à la mondialisation nous rappelle que le capitalisme s'est toujours développé sur une base internationale et qu'aucune société ne peut envisager son développement sans prendre en compte son insertion dans l'environnement international. Plus encore, aujourd'hui, peut-on envisager une transformation radicale dans une société sans changer le système international ?

Pour la première fois depuis longtemps, de nouveaux mouvements citoyens posent directement la question de la transformation du système international. La société que nous voulons inventer va de pair avec l'invention d'un nouveau système international. ATTAC, la remise en cause de l'OMC, la réforme des Institutions Financières Internationales, l'annulation de la dette ; voici quatre campagnes citoyennes qui renouvellent la manière de penser la mondialisation. Elles posent en principe que chaque citoyen doit agir, peut agir, pour transformer le monde. Elles affirment aussi l'importance de la solidarité internationale, et de ce point de vue la nécessaire prise en compte de la contradiction entre le Nord et le Sud dans la caractérisation de l'ordre mondial.

Revenons aux modèles de développement. Ils ne différencient pas, au niveau des problématiques, les pays du Nord des pays du Sud. Les conceptions fondamentales traduisent des objectifs et prennent en compte une situation globale, elles ne s'encombrent pas des situations spécifiques. Il n'en est pas de même des politiques de développement qui dépendent des situations et, particulièrement de la nature du pouvoir politique responsable de la mise en œuvre des politiques. De ce point de vue, il y a une grande différence entre les sociétés du Nord, industrialisées et dominantes dans l'économie mondiale, et les sociétés du Sud, désarticulées et en position, économique et politique, subordonnée. Ainsi, l'ajustement structurel n'a pas été réservé au Sud, sa conception a aussi prévalu en Europe ; mais les plans d'austérité et les programmes d'ajustement structurel, formellement semblables ne sont pas identiques dans leurs modalités et dans leurs conséquences.

La dette, comme l'a exposé Eric Toussaint, nous a servi d'analyseur pour comprendre le système international. C'est un révélateur des situations et du système, de la nature des régimes dans le Sud et dans le Nord, de la nature des rapports Nord/Sud. En partant de la dette, on peut explorer les possibilités de transformation interne dans chaque pays dans leur rapport avec le système international ; on peut mettre aussi en évidence l'évolution du système international et ses possibles transformations.

LES MODELES DE DEVELOPPEMENT DE REFERENCE



Les trois modèles de référence

Nous posons en hypothèse que le modèle dominant aujourd'hui est le modèle néo-libéral qui se traduit dans les politiques d'ajustement structurel. Pour le comprendre, nous allons tenter de remonter à la formation de ce modèle, à partir des modèles de référence qui l'ont précédé historiquement. Comme il se doit, nous allons remonter l'Histoire ; nous allons partir des questions qui se posent aujourd'hui pour construire l'avenir, et nous allons chercher, à partir du passé, à les éclairer et à les approfondir.

Le modèle néo-libéral de l'ajustement structurel s'est imposé dans les années 80. La fin des années quatre-vingt-dix est celle de la crise de l'ajustement structurel et de la recherche d'un nouveau modèle qui pourrait être celui du développement durable. Sans oublier que le même vocable peut recouvrir des orientations différentes, voire anti-nomiques ; les mobilisations, les rapports de force et l'évolution de la situation détermineront la nature de ce nouveau modèle de développement.

Le modèle néo-libéral s'est imposé par rapport aux modèles de référence existants alors. Nous faisons l'hypothèse qu'il a existé dans cette période trois modèles de développement de référence : le modèle fordiste, le modèle soviétique, le modèle des indépendances nationales. Ces trois modèles qui ont structuré la pensée du développement jouent encore un rôle considérable dans les comportements et dans les évidences. D'autant que la crise du modèle néo-libéral amène à s'interroger sur les leçons qui peuvent en être tirés.

Ces trois modèles se sont formés dans le même contexte, entre les deux guerres mondiales. Ce qui explique le cousinage et les éléments de problématique commune, par exemple sur le productivisme, que l'on peut y trouver. Ils différaient toutefois fortement dans la mesure où ils ont été portés par des mouvements historiques d'ampleur correspondant aux grandes luttes sociales dans les pays industrialisés, à la révolution soviétique et à la décolonisation. A partir de 1945, le modèle de développement dominant aux Etats-Unis et en Europe a été le modèle fordiste. Dans les années soixante, le modèle de développement dominant au Sud a été le modèle des indépendances nationales.

Le modèle néo-libéral est en fait un modèle de reconquête. Il démontre que la bataille intellectuelle est une des formes de la lutte sociale. Il a tiré les leçons des échecs et des faiblesses des trois modèles pour proposer une nouvelle cohérence. Il a participé de la contestation géopolitique du modèle soviétique qui s'est effondré définitivement en 1989 ; il a réduit, à travers la gestion de la crise de la dette, les marges d'indépendance obtenues par la décolonisation ; il a remis en cause les avancées sociales du salariat, à travers la précarisation et la crise des systèmes de protection sociale.

Dans cette intervention, nous ne développerons pas, faute de temps, l'analyse du modèle soviétique. Elle est pourtant indispensable. Il y a là une sortie de deuil nécessaire qu'il faudra prendre en charge.

Pour chaque modèle, nous aborderons rapidement le contexte, les fondements du modèle et ses limites, en retenant les éléments nécessaires à la compréhension de la formation du modèle néo-libéral, de sa crise et des alternatives possibles.

Nous mettrons aussi l'accent sur les politiques de développement dans les sociétés du Sud. Nous insisterons sur le rôle de la Banque Mondiale et du FMI parce que ces deux institutions ont construit leur hégémonie sur la pen-

sée du développement et ont su utiliser cet investissement intellectuel pour asseoir leur pouvoir. La contestation radicale de ces institutions, qui ne doit pas être confondue avec leur diabolisation, doit permettre de réfléchir sur le processus de formation d'un modèle et de politiques dont on voit aujourd'hui les conséquences catastrophiques. Elle doit permettre aussi de prendre la mesure des contradictions et de participer à la construction des alternatives.

Le modèle de la régulation fordiste.

Le contexte

A partir de 1945, le modèle dominant en Occident est un modèle social libéral qualifié de modèle de la régulation fordiste. Ce modèle est élaboré dans la période qui sépare les deux guerres mondiales. Le capitalisme est confronté à quatre défis : par rapport à la révolution de 1917, il lui faut trouver d'autres méthodes que la répression pour faire face à la montée des luttes ouvrières ; par rapport à la crise de 1929, il lui faut trouver de nouvelles formes de régulation ; par rapport à la montée des luttes de libération, il lui faut accepter un nouveau système international ; par rapport à la montée du fascisme, il lui faut imaginer un autre horizon que le totalitarisme.

Les fondements

Le nouveau modèle, construit de 1920 à 1945, va intégrer les réponses aux différents défis et démontrer la grande capacité d'innovation du mode de production dominant ; sa capacité, comme disait Marx, à se « révolutionner de l'intérieur ». Parmi d'autres, quelques grands noms émergent. Wilson, dans sa définition du libéralisme, reconnaîtra la nécessité de la redistribution, partielle, des richesses et le droit à l'autodétermination des peuples. Ford définira le compromis social, les ouvriers acceptent le taylorisme et la discipline hiérarchique dans l'usine, en contrepartie, ils bénéficient dans les salaires d'une part de la croissance de la productivité. Le marché intérieur devient moteur de la croissance. L'espace de l'entreprise et du travail, régit par le taylorisme et « protégé de la démocratie » se différencie de l'espace de la cité. Keynes fonde la régulation macroéconomique et introduit l'emploi et la monnaie dans les politiques de l'Etat. Roosevelt, avec le New-Deal, explicite la cohérence politique de la nouvelle alliance et renforce dans les représentations la liaison entre le marché, l'Etat de droit et la démocratie.

La nouvelle modernité dominante est construite autour du cercle vertueux : progrès économique, progrès social, progrès politique. Les luttes ouvrières et populaires et les luttes de libération nationale définissent un autre aspect de la modernité, une articulation particulière entre la question sociale et la question nationale. Pour être complet, il faudrait approfondir l'articulation entre le modèle fordiste et le modèle soviétique. Il faudrait surtout analyser la nature, l'évolution et l'échec du modèle soviétique miné par son incapacité à prendre en compte les aspirations démocratiques.

La caractérisation stratégique, l'extension du salariat

Le phénomène majeur dans les sociétés industrielles est celui de l'extension du salariat. Le salariat qui s'était imposé, à partir de 1830, en tant que rapport social devient, à partir de 1920, un statut social à prétention universelle.

L'Etat-providence se préoccupe du plein emploi et de la protection sociale. Il recouvre la stabilisation d'une large partie de la classe ouvrière ainsi que la montée des couches dites moyennes. L'équilibre entre les générations se transforme avec la scolarisation massive de la jeunesse

et le poids croissant des personnes âgées. Le mouvement moderne traduit, dans l'architecture et l'urbanisme, la rationalité de la transformation sociale. Les normes traduisent la conception hygiéniste et moralisante de la stabilité sociale. Ainsi se trouve illustrée la conception magistrale, explicitée par Engels sur la nature de l'Etat : pour être un Etat de classe, l'Etat doit aussi être au-dessus des classes.

Après leur place relative dans l'économie mondiale et le système politique international, c'est autour de la place du salariat, en tant que statut social déterminant, que se différencient les sociétés du Nord et celles du Sud ; et que diffèrent ainsi la nature des politiques de développement correspondantes.

Le modèle de développement des indépendances

Le contexte

Le modèle des indépendances nationales s'inscrit dans le contexte de la décolonisation ; après la libération politique, il s'agit de construire la libération économique. Ce modèle a été pensé pendant les luttes de libération, il emprunte à la fois au modèle fordiste, surtout dans la phase de la reconstruction en 1945, et au modèle soviétique, à travers ses variations dans les pays de l'Est, la Chine et le Vietnam. Il est enrichi en Amérique Latine à travers les débats sur la dépendance. Il est précisé en Inde, en Indonésie, au Ghana, en Tanzanie et en Algérie, au Vénézuéla, etc.

Les fondements

Ce modèle de développement est fondé sur les industries lourdes, base d'une accumulation indépendante ; sur une réforme agraire qui doit moderniser l'agriculture à partir de l'industrie et lui servir de débouché ; sur le contrôle et la valorisation des ressources naturelles ; sur la substitution des importations et le développement du marché intérieur ; sur les entreprises nationalisées ; sur le contrôle du commerce extérieur.

Il implique un Etat puissant et incontesté, garant de l'unité nationale, fondé sur la théorisation du parti unique. Les conceptions de base de ce modèle, mises en avant par les régimes qualifiés de progressistes, se sont imposées, avec des modalités différentes à tous les pays. On retrouve les mêmes présupposés au Ghana, au Sénégal ou en Côte d'Ivoire.

Les limites

Les limites des politiques de développement apparaissent assez vite. La construction de l'Etat, moyen du développement au départ, est devenue une fin en soi. Elle s'est traduite par le développement de bases sociales spécifiques, administration et couches moyennes associées, la priorité donnée à des armées bien équipées et à des polices omniprésentes. La fonctionnarisation accélérée et l'urbanisation galopante ont provoqué un déséquilibre structurel des fondamentaux économiques (budget, balance commerciale, balance des paiements). La modernisation de l'agriculture, telle qu'elle a été conduite, a exclu une majorité écrasante de la paysannerie pauvre. Les entreprises d'état ont été dans l'ensemble inefficaces, leur fonctionnement s'est bureaucratisé et elles ont été incapables de réduire la dépendance technologique et commerciale par rapport aux multinationales. La bureaucratie et la corruption ont gangrené les sociétés. Le déni des droits fondamentaux et l'absence de libertés ont achevé de réduire à néant la crédibilité des régimes.

Le modèle échoue du fait de ses contradictions internes,

la rupture de l'accord politique entre les dirigeants et les peuples ; et des causes externes, la reprise en main du système international. Le Tiers Monde qui avait été défini par Alfred Sauvy, dès 1952, en référence au Tiers Etat de 1789, comme l'ensemble divers et hétérogène de ceux qui n'avaient pas accès au pouvoir politique explose. La crise de la décolonisation est ouverte.

Les positions de la Banque Mondiale

Au départ, par rapport au modèle des indépendances nationales, la Banque Mondiale est plutôt sur la défensive. Elle accompagne la décolonisation en rappelant les fondements du libéralisme ; la référence est la théorie du décollage (take off) de Rostow qui reprend l'approche du rattrapage largement partagée par tous les camps. La Banque défend un système international fondé sur le libre échange, les avantages comparatifs tenant compte des différences de productivité et des coûts de main d'œuvre. Le débat porte sur le rapport entre le marché et la planification.

Les politiques de développement préconisées par la Banque Mondiale s'affinent. Elles tiennent compte des limites et des contradictions des politiques mises en œuvre, des critiques et des contre-propositions. Au départ, la Banque finance des infrastructures lourdes et accompagne la construction des Etats. Dans un deuxième temps, elle combat la priorité à l'industrie lourde et propose l'approche des besoins fondamentaux (« basic needs ») et de la petite entreprise, accréditant le fameux « small is beautiful » ; elle cherche à dégager de nouveaux petits entrepreneurs à partir du secteur dit informel. Ensuite, elle s'appuie sur l'exaspération des paysannes contre la baisse des cours et la gabegie des nouveaux systèmes d'encadrement et de collecte ; elle va proposer l'accès des paysans au marché et le « développement rural intégré ».

LE MODELE DOMINANT, NEO-LIBERALISME ET AJUSTEMENT STRUCTUREL

Le contexte

A partir de 1977, le contexte international change. La crise pétrolière a divisé durablement le front, fragile, des pays du Sud. Les régimes sont décrédibilisés par l'absence de libertés. Les déséquilibres macroéconomiques sont structurels. Le recyclage des pétrodollars prépare la crise de la dette. En 1979, le G7 invite la Banque Mondiale et le FMI à mettre en œuvre des programmes d'ajustement structurel. La dette explose à la suite des politiques monétaristes, de l'évolution des taux de change et des taux d'intérêt. Le passage par les institutions financières internationales devient un passage obligé pour le financement du développement.

Dans le même temps, l'offensive de Carter pour une idéologie spectaculaire des droits de l'Homme, martèle l'identité entre le marché et la démocratie affirmée comme une évidence, un nouveau dogme. La référence à la démocratie est le fer de lance de la reconquête ; le mépris pour la démocratie et les libertés des modèles soviétiques et des indépendances nationales a été le meilleur argument des politiques néo-libérales et conservatrices.

Pour construire le modèle de développement de l'ajustement structurel, la Banque Mondiale et le FMI ont construit leurs paradigmes, et vérifié leurs hypothèses, sur les bases de l'expérience du sud-est asiatique, en Corée du Sud particulièrement. En 1979, le G7 a intronisé le modèle et l'a imposé à l'occasion de la gestion de la crise de la dette. A partir des années 80, le monétarisme triomphe, le modèle s'appuie sur une nouvelle référence : le Chili.

Les fondements

Dans les années 80, le nouveau modèle devient dominant. Il préconise l'ajustement des économies au marché mondial. Il propose la libéralisation, c'est à dire, la régulation par les marchés et la réduction du rôle des états dans l'économie ; la priorité donnée à l'exportation à l'exploitation effrénée des ressources ; la libéralisation des échanges ; la priorité à l'investissement international et aux privatisations ; la flexibilité et la pression sur les salaires ainsi que la réduction des systèmes publics de protection sociale ; la réduction des dépenses budgétaires considérées comme improductives qui se traduit par la réduction des budgets de santé et d'éducation ; la dévaluation des monnaies.

Pour achever la cohérence du modèle, il faut construire l'environnement international qui lui correspond. Dès le départ, la gestion de la crise de la dette a esquissé le cadre institutionnel autour du FMI, de la Banque Mondiale, du Club de Paris et du Club de Londres. Le plus important reste l'organisation du marché des capitaux et la régulation des investissements et l'organisation du commerce mondial. Il s'agit d'organiser le cadre contraignant pour les Etats, qui « libérerait » les marchés internationaux et les opérateurs privilégiés du développement, les entreprises internationales.

Le modèle part d'un constat difficile à contester : il faut réduire les déséquilibres structurels. Face à cette affirmation, il n'est évidemment pas possible de revendiquer la simple poursuite des déséquilibres. Le modèle part de la critique du modèle précédent et prétend s'attaquer aux causes. Les propositions sont, en fait, le contraire de celles mises en avant par le modèle des indépendances nationales qui seraient la cause des déséquilibres. Ainsi, des privatisations opposées aux nationalisations, de l'ouverture au marché mondial opposée au protectionnisme, du marché opposé au plan, de l'exportation opposée au marché intérieur, etc.

Le choix du « tout-libéral »

Pour réduire les déséquilibres, l'ajustement structurel propose des mesures présentées comme de bon sens et pragmatiques. Il définit les fondamentaux autour de trois équilibres : la balance des paiements, la balance commerciale, le budget de l'Etat. C'est la balance des paiements qui est déterminante car c'est son déséquilibre qui conduit à l'insolvabilité ; c'est pour l'éviter qu'il faut corriger les autres déséquilibres. La fiction est que ce sont les pays qui demandent des prêts au FMI, ce sont donc eux qui acceptent les garanties, « les conditionnalités », demandées par le prêteur. Parmi ces garanties, il y a celles qui tiennent à la correction des causes structurelles et donc à la réforme de l'économie. C'est ce à quoi s'attache la Banque Mondiale qui « conseille » les gouvernements qui adoptent les programmes d'ajustement structurel, les « PAS ».

Les Plans d'Ajustement Structurel, les « PAS » s'imposent comme une évidence. Cette évidence repose sur une réalité et sur une supercherie. La réalité est qu'il faut bien s'attaquer aux déséquilibres, la supercherie est de faire croire qu'il n'y a qu'une solution possible, la libéralisation. En fait, la critique qui peut être faite aux « PAS » n'est pas l'obligation du retour à l'équilibre, ce sont les choix qui sont faits pour y retourner. La seule solution considérée comme possible est une politique d'ajustement des économies au marché mondial, la libéralisation complète, le tout-libéral. Les politiques de développement néo-libérales ne correspondent ni à une évidence, ni au bon sens, ce sont des choix qui ont des conséquences ; il

y a d'autres choix possibles.

La réduction des déséquilibres

Pour rééquilibrer la balance des paiements, il faut réduire le déficit commercial, diminuer la sortie et augmenter les entrées de devises. Parmi les sorties de devises, en dehors du déficit commercial, il y a : le service de la dette, les profits des entreprises, la sortie des fonds de la corruption. Parmi les rentrées de devises, il y a l'investissement privé, l'aide publique au développement, les emprunts, le tourisme, l'argent des émigrés.

Le choix de l'industrie lourde et le poids de l'urbanisation dans le déficit alimentaire, accentués par l'instabilité des cours des matières premières et la dilapidation des rentes ont creusé durablement les déficits commerciaux. Pour réduire le déficit commercial, l'ajustement préconise le développement accéléré des exportations. Il s'ensuit une exploitation effrénée des ressources naturelles, des atteintes graves aux déséquilibres écologiques, une aggravation de la corruption. La seule proposition, dans le cadre de l'OMC, est d'ouvrir les marchés du Nord aux produits des pays du Sud. L'option libérale et l'exigence absolue de libéralisation des échanges imposent les normes et les prix du marché mondial, prétention exorbitante pour les économies les plus faibles qui n'ont pas les moyens du protectionnisme de fait des forts ; les Etats-Unis, l'Europe et le Japon ne fixent pas les prix de leurs productions stratégiques en fonction du marché mondial. Le refus de limiter les importations rend difficile, voire impossible, le développement d'un marché intérieur.

Pour équilibrer la balance des capitaux, il faut lier le service de la dette, l'emprunt, l'investissement privé, la rémunération des capitaux et l'aide publique au développement. L'option libérale met l'accent sur l'investissement privé. Elle considère surtout que seul l'investissement privé international est porteur d'efficacité. Pour l'encourager, il faut donc lui donner des opportunités et privatiser les entreprises nationales, lui garantir la liberté de circulation des capitaux et particulièrement le remboursement des emprunts et la sortie des bénéfices. La baisse de l'aide publique au développement correspond au précepte libéral « trade not aid ». Le remboursement de la dette est donc un préalable pour garder la confiance du marché mondial des capitaux ; il faudra attendre longtemps pour que l'annulation des dettes émerge sur l'agenda libéral.

Signalons un autre coin aveugle de ces orientations, la prise en compte de la discussion internationale sur la liberté de circulation, et d'établissement, des personnes qu'impliquent le tourisme et l'émigration, et la place croissante qu'ils occupent dans l'économie mondiale. Comme le disait Alfred Sauvy, quelques semaines avant sa mort, « si les richesses ne vont pas aux hommes, les hommes iront aux richesses ; et rien, ni personne, ne pourra les en empêcher ».

Le déficit budgétaire pèse sur la balance des paiements. Pour le réduire, on doit augmenter les recettes et diminuer les dépenses. L'option libérale est celle de la réduction du rôle de l'Etat, particulièrement de ses interventions dans le champ de l'économie. L'augmentation des recettes, par les impôts implique une plus grande légitimité de l'Etat alors même que son affaiblissement est accentué par la logique de l'ajustement. La réduction des dépenses porte d'abord sur les déficits des entreprises publiques, auxquels on répond par la privatisation. Elle porte ensuite sur l'arrêt du soutien aux prix des produits de base, contraire à la « vérité des prix ». L'augmentation des prix du pain et du riz est à l'origine des émeutes de la faim. Elle porte aussi sur les dépenses « budgétivores », la santé, l'édu-

cation et les autres services publics ; en dehors évidemment de la police et de l'armée. Elle porte enfin sur les effectifs et les salaires de la fonction publique, affaiblissant le marché intérieur et la base sociale des régimes.

UNE NOUVELLE PERIODE, LA CRISE DU NEO-LIBERALISME

Au départ, les politiques d'ajustement s'imposent sans trop de difficultés. Le rapport de forces international est favorable. La crise de la dette a permis de remettre au pas les pays du Sud, l'Est a été défait et la régulation fordiste a été mise à mal par la puissance des marchés financiers. La nouvelle médecine s'applique aussi bien au Sud qu'au Nord. En 1989, la défaite du camp de l'Est et la guerre du Golfe ouvrent une nouvelle période. Le modèle unique triomphe. Pourtant, dès 1994-95, la crise du modèle s'amorce et s'amplifie.

Les résistances

Il est certain que la réduction des déficits budgétaires, indispensable dans de nombreuses situations, implique souvent des mesures impopulaires ; il reste que des choix sont possibles et que les orientations qui sont décidées doivent être discutées et appréciées. La réussite d'une politique d'austérité repose d'abord sur la légitimité du pouvoir et l'adhésion populaire à sa politique. L'ajustement structurel imposé est certainement une des plus mauvaises manières de répondre à ces impératifs.

Pourtant dès le début, les résistances ont montré les limites de ces politiques ; les émeutes de la faim se sont multipliées. Les évaluations ont montré la dégradation des conditions de vie des « couches sociales fragiles ». En fait, la croissance, réelle dans certains pays, s'est accompagnée d'une montée des inégalités, du développement de la pauvreté et des exclusions. La corruption a pris des proportions gigantesques. L'affaiblissement des Etats a accru les conflits armés.

Pour réduire les déséquilibres, on se rend bien compte des conséquences qu'auront les solutions proposées ; mais, faute d'alternatives crédibles, même les dirigeants de bonne foi préfèrent imputer la responsabilité des mesures impopulaires au FMI que d'assumer un rééquilibrage qui ne peut être que douloureux. D'autre part, La Banque Mondiale et le FMI apparaissent comme modernistes par rapport aux alliances entre les bourgeoisies rentières et les couches traditionnelles et souvent archaïques qui dirigent les Etats. Souvent, les éléments d'opposition les plus brillants, chassés de leur pays ont trouvé refuge et ont été recyclés dans les institutions internationales. D'ailleurs, le consensus de Washington a été accepté par tous les grands bailleurs ; l'Europe admet, parfois avec humeur, que la Banque Mondiale assure l'hégémonie de la pensée sur le développement et coordonne les moyens mis en œuvre.

Les crises financières de l'ajustement

La résistible ascension du modèle unique est connue. Le Japon a servi de modèle. Etait-il reproductible ? La réussite des dragons, Hong Kong, Singapour, Taïwan, ne suffisait pas à la démonstration. La Corée du Sud a servi de banc d'essai. Le modèle a essaimé en Asie du Sud-Est. En 1979, le G7 a intronisé le modèle et l'a imposé à l'occasion de la gestion de la crise de la dette. A partir des années 80, le monétarisme triomphe, le modèle s'appuie sur une nouvelle référence : le Chili. Le triomphe du modèle devait venir de son extension au reste de l'Asie, à l'Amérique Centrale et du Sud, à l'Europe de l'Est. La crise actuelle dans toutes ces zones secoue donc les fondements même du système, elle fait exploser le noyau

dur des certitudes.

La violence de la crise a ébranlé les certitudes ; pour autant il est peu probable qu'elle se traduise par un effondrement du système. Une dépression analogue à celle des années trente n'est pas impossible, elle est peu vraisemblable. Des aménagements brutaux et des récessions régionales sont très probables. Il ne s'agit pas d'évolution bénigne ; n'oublions pas que la crise mexicaine s'est traduite par une perte de 50% du pouvoir d'achat des salaires, un taux de chômage de 25% et plus de 2,5 millions de personnes qui ont franchi le seuil de « l'extrême pauvreté » ; voici revenir le temps des famines, en Indonésie et dans bien d'autres pays. Les faillites dans le système bancaire et financier seront considérables ; elles se traduiront par des contradictions et des luttes de pouvoir sans merci dans les couches dirigeantes. Les révoltes et l'aiguïsement des contradictions internes ouvrent une longue période de crise du modèle dominant

A la fin des années 90, à partir de 1995, une nouvelle période s'ouvre. Le modèle de développement est en débat. Les crises financières en Asie, en Amérique latine et Centrale, en Russie ouvrent la première crise de la mondialisation libérale. Les marchés financiers ont exacerbé les dérapages. Les conséquences de la dérégulation systématique ont mis en évidence la fragilité du système et les limites des institutions financières internationales. Les luttes contre la précarisation en Europe, aux Etats-Unis, en Corée modifient les équilibres politiques. La convergence des mouvements écologistes, de consommateurs, de travailleurs à Seattle marque une étape dans la remise en cause de la direction néo-libérale de la mondialisation. Le débat sur les politiques s'ouvre à la Banque Mondiale entre les ultra-libéraux et les néo-keynésiens.

Les contradictions de la pensée libérale

Le consensus de Washington qui combinait l'évidence du modèle néo-libéral, la primauté des marchés financiers, la reconnaissance de la direction américaine, a volé en éclats. Les institutions financières internationales accusent le choc. Le débat qui s'ouvre dans ces institutions et à leur propos commence. Il porte sur la nature de la régulation, le rôle de l'Etat et des institutions internationales. Il ne se fera pas en douceur ; il est révélateur des tendances et des contradictions de la nouvelle donne mondiale.

Le FMI et la Banque Mondiale persistent et signent dans leur confiance à leur politique. Ils incriminent les gouvernements et les structures trop rigides dans des pays qui n'auraient pas mené assez vigoureusement leur libéralisation. Mais, les économistes qui avaient servi de référence à ces institutions les prennent violemment à partie. Ils ne pardonnent pas à la Banque Mondiale, et tout particulièrement à son économiste principal, Joseph Stiglitz, d'avoir insisté depuis deux ans sur les dysfonctionnements du marché et d'avoir mis en avant une réflexion, pourtant libérale, sur le rôle de l'Etat et les politiques sociales. Stiglitz, remercié depuis par la Banque Mondiale, poursuit sur sa lancée. Il explicite l'importance de l'Etat et du cadre institutionnel, y compris pour privatiser ; il oppose l'intérêt de la voie chinoise au chaos russe ; il montre que les privatisations ont, au moins dans un premier temps, accru la corruption.

Milton Friedman, dans une interview à la télévision en juin 1998, considère que le FMI et la Banque Mondiale sont responsables de la crise, il propose tout simplement de les supprimer et de s'en remettre directement à la régulation des marchés ; il propose aussi de ne plus mélanger la démocratie et le développement. Il est suivi par les représentants républicains qui jugent que le FMI est une force



déstabilisatrice qui a aggravé la crise en Asie (Dick Arme, leader républicain) et que « le FMI est inefficace, dépassé, inutile » (George Schultz, ancien secrétaire américain au Trésor). Jeffrey Sachs, inspirateur des réformes libérales en Europe de l'Est et en Russie, dans « The Economist » de septembre 1998, met aussi en cause la responsabilité de ces institutions et demande la démission de Camdessus. Il préconise de transformer le G7 en G16 en associant plus directement les grands pays du Sud et d'abandonner l'idée que le FMI et la Banque Mondiale peuvent conduire les réformes ; il propose de transformer la Banque Mondiale en banque des connaissances et de la restructurer en conséquence. Ce sont ces conceptions, celles du durcissement libéral, que l'on retrouve dans le rapport Meltzer adopté par la Commission de contrôle des institutions financières internationales que le Congrès américain a mis en place en novembre 1998.

L'âpreté du débat, au delà du durcissement, montre que la direction néo-libérale de la mondialisation n'est pas une fatalité. La dérégulation totale est un moyen, elle n'est pas forcément le but. Les marchés financiers ont leur logique ; ce n'est pas celle de l'ensemble des groupes financiers et industriels. Ils ont une claire conscience de leurs intérêts et de leurs profits ; ils n'estiment pas nécessaire de proposer un projet pour toute la société. La nécessité d'un nouveau développement s'impose ; elle devient d'actualité avec la crise de la pensée libérale.

L'adaptation du modèle, pauvreté et gouvernance

Pour pallier ces conséquences, la Banque Mondiale a mis en place un programme dit « dimension sociale de l'ajustement ». Dans un deuxième temps, elle a décidé de faire de la lutte contre la pauvreté un axe stratégique prioritaire. Elle a décidé de compléter son dispositif par une intervention vigoureuse en matière de « gouvernance », reconnaissant qu'il ne suffit pas de laisser faire les marchés pour résoudre tous les problèmes.

Les projets de la Banque apparaissent comme des vecteurs de la dimension sociale de l'ajustement. Il s'agit d'intervenir dans les quartiers populaires pour compenser les effets néfastes de l'ajustement sur les plus bas revenus, les « premiers déciles ». De nouvelles modalités sont expérimentées ; par exemple, les « agetip », agence de travaux d'intérêt publics qui permettent de faire travailler les petites entreprises et les artisans et d'injecter du revenu dans les quartiers. La Banque Mondiale découvre les associations et, par différents moyens, tente de les associer à sa politique et à ses projets. Elle s'engage aussi dans la décentralisation et dans le renforcement des collectivités locales.

L'évolution du modèle met en évidence les trois volets : les équilibres fondamentaux, la pauvreté et la gouvernance. La cohérence du modèle d'ensemble n'est pas évidente. Ses implications institutionnelles non plus. L'investissement productif est complètement laissé aux marchés financiers, la discussion restant ouverte sur les formes de la régulation. On accepte la différenciation entre « pays émergents » et « pays pauvres ». Les premiers pourraient bénéficier des prêts du FMI qui organiserait un sas avec les marchés financiers. Les autres, soutenus par la Banque Mondiale, auraient pour horizon l'éradication de la misère et la réduction de la pauvreté.

Une mobilisation citoyenne mondiale

Le tournant de Seattle ne tient pas à l'échec des négociations mais à ce que cet échec a révélé. Il a mis en évidence les positions des mouvements qui, de la contestation de l'AMI à celle de l'OMC, et aux manifestations de

Washington, remettent en cause le cours dominant de la mondialisation, et non pas forcément la mondialisation. Il a légitimé la recherche d'alternatives et donné un nouveau souffle aux mobilisations et accru la confiance des mouvements porteurs d'initiatives et de propositions.

Les forces sociales qui portent la volonté de chercher un autre mode de développement sont constituées des mouvements de solidarité, des droits de l'homme, contre la purification ethnique, de consommateurs, de travailleurs, de paysans, féministes, contre les discriminations, de solidarité internationale. Il faut y rajouter, depuis quelques années des mouvements qui définissent leurs actions directement dans le champ de la mondialisation. Citons par exemple les campagnes pour l'annulation de la dette, pour la réforme des institutions financières internationales, pour la taxation des transactions financières et l'interdiction des paradis fiscaux, la contestation de l'organisation mondiale du commerce.

Les choix dépendent de la mobilisation citoyenne et de sa capacité à s'inscrire dans un mouvement international, à se saisir des questions en débat, à articuler les résistances au cours libéral de la mondialisation et la construction d'un projet social. Pour la première fois depuis bien longtemps, des mouvements citoyens se saisissent directement des enjeux mondiaux. Ils sont à la recherche de la citoyenneté mondiale, de l'opinion publique internationale, de la conscience universelle. Leur exigence intellectuelle et politique peut être déterminante.

CONSTRUIRE DES ALTERNATIVES

Une réflexion programmatique, le développement durable

La définition d'un nouveau modèle de développement est à l'ordre du jour. Au-delà des effets de mode, le développement durable offre une piste. A condition de ne pas considérer qu'il doit être l'inverse du modèle dominant. Le bon développement n'est pas juste l'inverse du mal développement, il ne s'agit donc pas de prendre le contre pied de l'ajustement structurel. Ce n'est pas parce que le modèle dominant condamne les déséquilibres qu'il faut refuser l'équilibre, ce n'est pas parce qu'il idéalise le marché que le modèle alternatif devrait reposer sur sa négation. Il s'agit de faire la part entre la continuité et la rupture en matière de modèle de développement. D'autant que, sur la définition du développement durable, il y a déjà de la concurrence depuis son adoption, à la Conférence de Rio, comme référence internationale. Ainsi, la Banque Mondiale a déjà sa définition, celle du PNUD en diffère significativement, celle de la CNUCED en février 2000 marque le retour des Etats du Sud dans le débat sur le développement.

Comment donner, au développement durable, un sens qui serait propre aux mouvements citoyens ? D'abord, en l'inscrivant dans la pensée du développement par rapport à la critique radicale du modèle de l'ajustement structurel. Ensuite, en partant des propositions portées par les mouvements, celles qui ont été discutées dans les forums civils des grandes conférences multilatérales, à Rio, à Copenhague, à Vienne, à Pékin, au Caire, à Istanbul. Ce sont ces propositions qui ont convergé à Seattle. On y retrouve les grandes lignes pour un développement économiquement efficace, écologiquement soutenable, socialement équitable, démocratiquement fondé, géopolitiquement acceptable, culturellement diversifié. Ces pistes doivent être explorées, leur cohérence vérifiée ; il ne s'agit pas encore d'un programme.

Cette approche correspond à une réflexion plus fondamentale sur la transformation sociale et le développe-

ment. La représentation qui met face à face les états et les entreprises n'est plus suffisante. La question mondiale modifie le rapport entre la question nationale et la question sociale qui a marqué pendant plus d'un siècle le débat stratégique. Les Etats sont contestés par le haut, la mondialisation, et par le bas, la revendication de démocratie de proximité. De nouveaux acteurs interviennent et émergent sur la scène internationale. Les collectivités locales et les associations portent les deux formes de représentation, la délégation et la participation.

La société civile, terme impropre mais commode, exprime cette évolution. Le mouvement associatif est certes divers et contradictoire. Avec la décentralisation, il peut servir à légitimer un renouveau de la dimension politique et à renouveler les couches dirigeantes. Cela serait déjà utile, mais ne serait pas fondamentalement nouveau. Sans sous-estimer l'importance du pouvoir d'Etat dans la transformation sociale, le mouvement associatif est porteur d'une approche plus fondamentalement nouvelle ; le mouvement associatif est porteur de la conquête de nouveaux droits.

Une ligne directrice, le respect des droits

Dans chaque société et au niveau mondial, la prise de conscience de l'impasse portée par le modèle de l'ajustement structurel progresse. Une contre tendance chemine dans le droit international. L'idée qu'il est possible de réguler l'économie et les échanges à partir du respect des droits ; des droits civils et politiques autant que des droits économiques, sociaux et culturels.

Dans chaque mobilisation, cette référence aux droits est de plus en plus centrale. Elle s'impose dès que l'on admet que l'objectif des mobilisations n'est pas de définir les politiques et les institutions idéales ; de mimer le pouvoir alors qu'on ne l'a pas. Il est de rappeler les valeurs et les principes, d'exiger les garanties, de contrôler la mise en œuvre. Il est aussi de prendre des initiatives et de protéger l'autonomie des mouvements et des pratiques populaires. L'avancée des droits est la ligne directrice qui s'impose dans chaque mobilisation et qui leur est commune.

Ainsi, dans la mobilisation internationale pour l'annulation de la dette. Les propositions les plus avancées pour réformer le système qui a généré la dette portent sur : le surendettement et la possibilité de limiter le service de la dette en proportion des capacités de l'emprunteur ; la responsabilité du prêteur et de l'emprunteur ; une instance de recours pour les investissements mal réalisés, les fameux « éléphants blancs » ; la possibilité de saisir les avoirs à l'étranger des dirigeants corrompus ; l'examen de la légitimité de la dette et de la notion de « dette odieuse ».

Ainsi, dans la mobilisation internationale pour la réforme des institutions financières internationales. Les propositions les plus avancées portent sur : l'exigence de transparence et de contrôle des décisions de ces institutions et des gouvernements qui décident de leur politique ; l'exigence d'études d'impact préalables qui donnent à la mobilisation des associations dans les pays les moyens d'intervenir ; l'évaluation indépendante, publique et contradictoire, des politiques menées et de leur conséquence ; la possibilité de recours devant une cour d'arbitrage, avec une saisine possible des mouvements citoyens, pour juger des violations éventuelles des droits fondamentaux et des traités internationaux ; la remise en cause des conditionnalités imposées et leur remplacement par des négociations avec les gouvernements, les parlements et les mouvements citoyens.

Ainsi, dans la mobilisation internationale pour le contrôle des marchés financiers. Les propositions les plus avancées portent sur : l'interdiction des paradis fiscaux ; la taxation des transactions financières à court terme ; les modalités de redistribution et de contrôle citoyen.

Ainsi, dans la mobilisation internationale sur les entreprises transnationales. Les propositions les plus avancées portent sur la détermination des responsabilités des entreprises dans les catastrophes écologiques ; le droit du travail et le droit syndical ; la possibilité de recours pour les mouvements citoyens.

Ainsi dans la mobilisation pour la remise en cause de l'organisation mondiale du commerce. Les propositions les plus avancées portent sur : la nature des clauses sociales qui reprend le refus des conditionnalités ; la revendication d'une égalité dans la négociation et le refus du « deux poids, deux mesures ».

C'est à Seattle, dans la mobilisation pour la remise en cause de l'OMC, qu'une idée simple s'est dégagée : le droit international ne peut pas être subordonné au droit des affaires. Cette évidence est issue de la remise en cause de l'Organe de Règlement des Différends qui est au cœur de l'OMC. A l'origine de cette prise de conscience, le fait que l'ORD puisse juger en dehors des accords multilatéraux et qu'il n'y ait pas de recours possible.

Le fondement du droit international, ne peut être que la déclaration universelle des droits de l'homme. A cette condition, le droit international peut-être porteur d'une nouvelle modernité. Il permettrait alors aux mouvements citoyens dans chaque pays de se mobiliser pour faire avancer les situations. Il pourrait permettre aux citoyens d'avoir un recours si leurs droits sont violés. Les Nations Unies peuvent s'ouvrir à la complexité des sociétés, reconnaître les acteurs émergents, leur donner une légitimité. Ils peuvent encourager les Etats à garantir les droits et à renforcer par là même leur légitimité. Voici la base d'une refondation des Nations Unies.

Les Etats doivent accepter l'idée que les droits économiques, sociaux et culturels peuvent constituer des contraintes. Les acteurs économiques, entreprises et opérateurs des marchés commerciaux et financiers, doivent respecter les règles établies par les conventions internationales et les traités. Comme pour les droits civils et politiques, il faut obtenir la mise en place d'un système international de plaintes, d'un recours pour les citoyens.

On peut répondre à l'idée simple, voire simpliste, que la libéralisation permet de répondre à tout, qu'il suffit de faire confiance au marché, de privatiser et de favoriser le capital international, seul porteur d'efficacité et de modernité. La réponse est que la modernisation progressiste est celle du respect, de la garantie et de l'approfondissement des droits fondamentaux ; que les droits économiques, sociaux et culturels permettent la régulation la plus intéressante des marchés, que la nouvelle politique économique est celle qui organise l'accès de tous aux services de base, la satisfaction des besoins fondamentaux et des aspirations populaires.



3 > Dette et privatisation

Arnaud Zacharie : Ces dernières années, le secteur de l'électricité au Sénégal a connu des heures agitées. La privatisation de la SENELEC (la société de l'énergie électrique au Sénégal), sous la pression du FMI et de la Banque mondiale, a débouché sur une impasse. A un tel point qu'aujourd'hui, le consortium Hydro-Quebec/Elyo se retire à l'amiable. Pouvez-vous rappeler les étapes ayant mené à cette situation ?

Abdoulaye Séné : L'origine du problème est dramatiquement banal et est la même que pour la majorité des pays du Sud. Avant les années 80, le sous-secteur de l'électricité au Sénégal était aux mains des capitaux de l'ex-colon français (l'entreprise ayant le monopole de la production, de la distribution et de la vente s'appelait CEEOA, à capitaux majoritaires français). Mais en 1980, le sous-secteur de l'électricité est nationalisé. A cette époque, la société sénégalaise est en effervescence : Leopold Sédar Senghor, président en place depuis l'indépendance, démissionne en décembre 1980 et transmet son pouvoir à Abdou Diouf. En janvier 1981 sont tenus les EGEF (Etats Généraux de l'Education et de la Formation) qui fondent les bases d'une Nouvelle Ecole plus juste, plus démocratique et culturellement restituée à elle-même. Malheureusement, c'est à cette époque que le pays a été touché de plein fouet par la crise de la dette. Alors, sont entrés en scène le FMI et la Banque mondiale, avec leurs prêts conditionnés à des réformes d'ajustement structurel.

A. Z. : Le Sénégal est un pionnier africain en la matière. Il a signé dès 1979 un "plan de réhabilitation économique" courant sur cinq ans (1980-1985) avec les institutions financières internationales, puis un "plan d'ajustement structurel" proprement dit en 1984.

A. S. : En effet. Comme c'est devenu la coutume depuis deux décennies, la privatisation des forces productives du pays était une des mesures centrales à appliquer. Le secteur de l'énergie et le sous-secteur de l'électricité aussi, bien entendu.

A. Z. : Comment a réagi votre syndicat ?

A. S. : Le SUTELEC (syndicat unique des travailleurs de l'électricité) va dès son congrès de 1984 prendre comme orientation centrale la défense du service public de l'électricité. Il est important de réaliser que les coûts d'électrification sont relativement élevés par rapport aux revenus des ménages. En effet, le salaire minimum au Sénégal est de 39 000 FCFA (390 FF). Ainsi, il ne suffit pas de disposer de l'électricité, encore faut-il avoir les moyens de payer ses factures ! En refusant la privatisation, le SUTELEC refusait que cette situation se développe davantage, les privés n'ayant qu'un objectif : faire du profit, rien que du profit. Un accès universel à un service aussi fondamental que l'électricité ne peut être assuré avec une telle logique. C'est ce qu'on a voulu faire passer à travers une vaste mobilisation en 1981.

A. Z. : Votre action a-t-elle porté ses fruits ?

A. S. : Absolument. Lors du vote de la loi 87-02 répertoriant l'ensemble des entreprises à privatiser, la SENELEC n'y figura pas. La forte syndicalisation dans le secteur et la combativité des travailleurs dissuada le gouvernement de le faire. Mais ce n'était là que la première d'une longue série de batailles : rien que dans le secteur de l'électricité, les luttes de 1987, 1988, 1989 et surtout la grande grève de 1992 ont empêché l'adoption d'une réforme ne ren-



Le cas de l'électricité au Sénégal

Pour les bailleurs de fonds, la "sur-syndicalisation" du secteur de l'électricité constituait l'obstacle majeur à surmonter pour appliquer la réforme. C'est que le SUTELEC organisait 1500 des 2300 agents, avec notamment un taux de syndicalisation de 98% au niveau des unités techniques. La Banque mondiale va contourner le problème en passant par le gouvernement du Sénégal. Le pays est lourdement endetté et applique depuis 1994 un plan d'ajustement structurel courant sur quatre ans. En 1996, l'initiative pour l'allègement de la dette des 41 pays pauvres très endettés (PPTTE) est lancée. Le Sénégal fait partie des pays éligibles (il ne recevra finalement aucun allègement). C'est à cette époque qu'après de fortes pressions d'une mission de la Banque mondiale, le gouvernement d'Abdou Diouf annonce sa volonté de réaliser la réforme en y associant les travailleurs.

INTERVIEW

Abdoulaye Séné (Sénégal) Secrétaire Général Adjoint de la SUTELEC (Syndicat Unique des Travailleurs de l'Electricité)/UNSAS (Union Nationale des Syndicats Autonome du Sénégal)

Interview réalisée par Arnaud Zacharie
cadtmcontact@skynet.be

Article publié dans le Courriel d'information n°207

<http://attac.org/listfr.htm>

contrant pas l'aval des travailleurs.

A. Z. : D'autres secteurs n'ont pas connu ce type de résistance.

A. S. : En effet, les premières générations de privatisation, notamment celle du secteur de l'eau et des télécommunications, se firent sans grande résistance avec des licenciements en grand nombre.

A. Z. : Quelle a alors été la stratégie employée par les institutions financières internationales pour aboutir à la privatisation de ce secteur trop résistant ?

A. S. : Pour les bailleurs de fonds, la "sur-syndicalisation" du secteur de l'électricité constituait l'obstacle majeur à surmonter pour appliquer la réforme. C'est que le SUTELEC organisait 1500 des 2300 agents, avec notamment un taux de syndicalisation de 98% au niveau des unités techniques. La Banque mondiale va contourner le problème en passant par le gouvernement du Sénégal. Le pays est lourdement endetté et applique depuis 1994 un plan d'ajustement structurel courant sur quatre ans. En 1996, l'initiative pour l'allègement de la dette des 41 pays pauvres très endettés (PTE) est lancée. Le Sénégal fait partie des pays éligibles (il ne recevra finalement aucun allègement). C'est à cette époque qu'après de fortes pressions d'une mission de la Banque mondiale, le gouvernement d'Abdou Diouf annonce sa volonté de réaliser la réforme en y associant les travailleurs. Pour ce faire, il ouvre des négociations avec le SUTELEC. Après une série de négociations, un protocole d'accord est signé le 2 juin 1997 entre le SUTELEC et le gouvernement. Dans ce protocole, le SUTELEC accepte une ouverture du capital au privé. Mais il obtient du gouvernement qu'il limite cette ouverture, de sorte que l'Etat reste l'opérateur principal (avec 51% des actions) dans le cadre d'une société anonyme à capitaux publics majoritaires. Le SUTELEC obtient en outre que le produit de la cession soit utilisé pour développer le secteur.

A. Z. : Etiez-vous satisfaits de ce compromis à l'époque ?

A. S. : Ce compromis était incontournable, du fait de la propagande des bailleurs de fonds et de leurs suppôts. La campagne médiatique fut d'une telle efficacité que l'opinion commençait à penser qu'il valait mieux privatiser pour aller vers une meilleure gestion et une meilleure qualité de service. Le slogan est bien connu, car répété aux quatre coins du monde : le privé est plus efficace, donc privatisez ! Les travaux de la CNUCED (Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement) ont montré qu'une telle affirmation était sans fondement. Mais la pensée unique a, comme partout, fini par séduire nombre de gens. Suite à l'expérience de la privatisation de la SONATEL dans le secteur des télécommunications, il y avait aussi ceux qui parmi les travailleurs pensaient qu'ils pouvaient devenir de nouveaux riches avec l'acquisition d'actions.

A. Z. : Le gouvernement a-t-il tenu ses engagements et l'emploi n'a-t-il pas souffert de ces concessions incontournables ?

A. S. : L'ouverture de négociations pour un protocole ne fut que poudre aux yeux ! Entre 1997 et 1998, un programme de départs volontaires fut organisé sans que notre organisation soit consultée. Résultat : 450 emplois supprimés. C'était le premier jalon du processus de la réforme que la Banque mondiale avait accepté de financer (9 milliards de FCFA). Mais nous n'avions encore rien vu. En 1998, afin d'être sûr de pouvoir faire la réforme à sa façon, le gouvernement de Diouf mit la direction du SUTELEC sous les barreaux : 27 camarades furent arrêtés

au petit matin du 20 juillet 1998 et 5 militants se mirent en clandestinité pour organiser la lutte. La SENELEC fut mise en état d'urgence avec des policiers (homologues des CRS français) déployés dans toutes les unités techniques, avec interdiction de tenir la moindre réunion ! Enfin, deux des licenciés décédèrent des suites de maladies après 4 mois de prévention.

A. Z. : Comment ont réagi les salariés à ce régime d'exception pour le moins anti-démocratique ?

A. S. : La lutte a été organisée à l'intérieur de l'entreprise. Les travailleurs ont rendu la SENELEC ingouvernable. Un prétexte fut trouvé pour embastiller nombre d'entre eux, essentiellement des militants du SUTELEC. Une campagne pour leur libération fut alors enclenchée au plan national et au niveau international, ce qui fit échouer la conspiration gouvernementale. Malgré tout, le gouvernement d'Abdou Diouf organisa des procès honteux qui débouchèrent sur la condamnation de notre secrétaire général et d'un militant à six mois fermes pour troubles de l'ordre public. Il faut signaler la vaste mobilisation citoyenne qui communita avec l'UNSA (l'Union Nationale des Syndicats Autonomes du Sénégal) pendant toute la période d'emprisonnement des militants du SUTELEC. Par ailleurs, les ONG et les partis d'opposition ont déployé ensemble toute une combativité qui vint à bout du régime de Diouf.

A. Z. : On peut donc dire que ce refus populaire des mesures anti-démocratiques du gouvernement Diouf (suscitées par les pressions des institutions financières internationales) a porté les fruits de l'alternance politique qu'a connu le Sénégal, avec l'élection en mars 2000 du libéral Abdoulaye Wade et de son slogan "Sopi !" ("changement" en wolof) à la présidence du pays ?

A. S. : Oui, nous avons acquis la conviction que ce mouvement a permis d'accélérer le processus démocratique de notre pays, car il portait les germes de l'alternance avec la prise de conscience que le gouvernement de Diouf n'était qu'un fondé de pouvoir des institutions financières internationales. Après 40 ans d'indépendance, le peuple sénégalais a enfin pu renverser un régime installé et protégé par l'ex-métropole. C'est aujourd'hui une large coalition d'opposition qui gouverne le pays autour du président Wade.

A. Z. : Mais Diouf a quand même eu le temps d'assurer la privatisation de la SENELEC.

A. S. : Oui, l'appel d'offre a permis au groupe Hydro-Quebec/Elyo de devenir le partenaire stratégique avec 34 % des actions. mais aussi et surtout le gestionnaire délégué, avec 7 sièges au CA contre 5 à l'Etat (possédant les 66% des parts restantes). La question que tout le monde continue à se poser est celle-ci : combien de pots de vin ont été versés aux initiateurs de cette privatisation pour que de pareils accords soient conclus ?

A. Z. : Quel a été le bilan de cette privatisation ? Comme dans d'autres pays du Sud, le Sénégal est touché par la politique de "délestage", qui consiste à organiser des coupures d'électricité par quartiers afin de faire des économies. Depuis quand ces "délestages" sont appliqués à Dakar et dans quel but exactement ?

A. S. : Ces délestages existait déjà avant la privatisation, car du fait du retard de l'investissement public dans la production (remboursement de la dette oblige), la société publique ne pouvait pas répondre à la croissance de la consommation de l'électricité pendant les périodes de grande chaleur (pour les climatisations dans les bâtiments, etc.). Elle était ainsi obligée de procéder à une



distribution "tournante" de l'électricité. Ce fut notamment le cas en 1997, année durant laquelle le pays a connu beaucoup de délestages. Cependant, après la privatisation, c'est-à-dire entre 1998 et 1999, le phénomène s'est amplifié pour deux raisons. D'abord, parce que les travailleurs n'avaient plus aucune motivation suite aux événements contés plus haut. Mais si la situation est devenue intenable, c'est aussi et surtout parce que le "partenaire stratégique" n'a fait aucun investissement au niveau de la production. C'est dire que les partenaires privés n'ont rien apporté de "stratégique" dans leurs bagages ! Par contre, un contrat d'assistance technique a été signé entre la SENELEC et ELYO pour 1,25 % du chiffre d'affaire. Parallèlement, des audits ont été commandités pour environ 500 millions de FCFA. Beaucoup d'autres de ces "accords" restent inconnus. C'est ce qui a finalement convaincu tout le monde que la propagande présentant la privatisation comme un gage d'efficacité était une arnaque. L'opinion publique a finalement tiré son bilan en constatant que nous avons raison.

A. Z. : On en est le processus aujourd'hui ?

A. S. : Aujourd'hui, le processus de privatisation va être révisé, le consortium Hydro-Quebec/Elyo va se retirer à l'amiable. Depuis le 15 décembre 2000, suite à une série de négociations, les travailleurs licenciés seront réintégrés avec, comme le recommandait le Comité de la liberté syndicale du BIT (Bureau international du travail), un versement d'une partie des salaires.

A. Z. : Quelles sont les étapes futures du processus ?

A. S. : Le 31 décembre 2000, le processus de rupture à l'amiable amorcé depuis septembre 2000 a abouti à son terme : l'Etat du Sénégal cherche un autre repreneur. Il est sûr que les autorités ne vont pas revenir sur le principe de la réforme, car cela supposerait une rupture avec les institutions financières internationales, ce qui n'est pas envisagé par le gouvernement.

A. Z. : Le Sénégal est aujourd'hui entré dans la seconde phase de l'initiative PPTTE renforcée. Il va donc devoir, s'il veut avoir accès à un allègement, rédiger un Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (CSLP). Ce CSLP (nouvelle dénomination remplaçant les trop impopulaires plans d'ajustement structurel) est un document à rédiger conjointement par le gouvernement, les institutions financières internationales et des représentants de la société civile. Il doit notamment comporter les réformes structurelles à entreprendre en échange d'un allègement. Le CSLP du Sénégal doit être rédigé pour fin 2001. Or, la privatisation du secteur de l'énergie risque fortement d'être demandé par le FMI et la Banque mondiale (comme c'est notamment le cas pour le Mali et le Bénin). Deux questions se posent dans ce contexte : d'abord, est-ce que vous avez été approché pour une éventuelle consultation en tant que représentant de la société civile sénégalaise ? Ensuite, ne pensez-vous pas que la lutte ne fait que commencer vu que le battage médiatique fait autour d'un allègement de dette, fut-il infime, est pour le moins impressionnant ?

A. S. : Non ! je ne suis pas au courant d'une consultation sur cette question. Notre centrale travaille avec d'autres ONG sur la question, mais je ne suis en rien informé d'une consultation avec le gouvernement ou les institutions financières internationales à ce sujet. Il est vrai qu'avec cette globalisation qui se limite à une recherche effrénée de profit, nous sommes encore loin d'avoir fait reculer la pauvreté. La société civile est encore dans nos pays dans une phase d'édification, de construction. Aussi, il nous reste en effet encore pas mal de chemin à parcou-

rir en termes de sensibilisation et de prise de conscience de l'opinion publique. Surtout que, comme on l'a vu avec l'épisode de la SENELEC, les tenants du néolibéralisme savent manipuler les esprits par une campagne de propagande efficace.

A. Z. : Qu'est-ce que ces luttes pour la démocratie et la satisfaction des besoins humains fondamentaux vont ont appris en tant que représentant d'un mouvement social du Sud ?

A. S. : La résistance ne peut être durable et vaincre que si elle s'intègre dans une dynamique de lutte globale et à travers une remise en cause du modèle néolibéral qui domine le monde. Pour vaincre la loi du profit et ramener la satisfaction des besoins des populations au centre des préoccupations, il faut mondialiser les résistances, en montrant comment les problèmes qui minent nos sociétés ont tous une origine commune et globale. Alors seulement nous pourrons créer un processus de mondialisation permettant à chacun une vie décente.

■ 3

4 > Quatre milliards de pauvres



Quatre milliards de pauvres ont en main la clé de l'avenir du capitalisme

Hart explique que la pauvreté est un des "plus grands obstacles sur le chemin d'une transition accélérée vers la soutenabilité". "Quand vous luttez frénétiquement pour la survie, dit-il, les préoccupations plus larges au sujet de l'environnement semblent stériles et hors de propos". Mais pour un visionnaire la solution est simple: "la soutenabilité implique des réductions massives de la pauvreté et cela signifie faire entrer des milliards de personnes dans l'économie de marché".

Nicola Bullard

Directrice adjointe de « Focus on the Global South », Bangkok

**Traduction: Jean Mc Comber, traducteur bénévole
coorditrad@attac.org**

Article publié dans le Courriel d'information n°224

<http://attac.org/listfr.htm>

Que ceux qui s'inquiètent pour l'avenir du capitalisme se rassurent. Selon la revue Tomorrow - un mensuel sur papier glacé "d'affaires globales soutenables" - "le marché des très pauvres, jusqu'ici inexploité, est la nouvelle frontière pour la croissance des affaires au cours du vingt et unième siècle".

Enfin la communauté des affaires est tombée sur ce que l'Organisation Mondiale de Commerce (OMC) et la Banque Mondiale savent depuis longtemps: si vous cherchez une façon de sauver votre peau, vous n'avez pas besoin de chercher plus loin que ces milliards de pauvres qui attendent tout simplement d'être arrachés à la pauvreté par les corporations transnationales, la libéralisation du commerce et les stratégies de réduction de la pauvreté.

La revue Tomorrow est tellement décrochée de la réalité qu'elle pourrait être une parodie. La page couverture du numéro 1, volume XI (oui elle existe depuis dix ans - sans aucun doute un produit de l'euphorie d'après Rio) présente, dans un élégant dessin estompé en noir et blanc, une mince main foncée soutenue par une main un peu plus pâle et costaud; en sous-titre: "Tendre la main: il est temps de jeter un regard au-delà des modèles d'affaire traditionnels vers les marchés du futur - en répondant aux besoins inassouvis des quatre milliards de pauvres dans le monde".

L'article de tête "Le bas de la pyramide" écrit par "le visionnaire des affaires Stuart Hart" explique comment "les multinationales peuvent aider les gens à sortir de la pauvreté".

Hart explique que la pauvreté est un des "plus grands obstacles sur le chemin d'une transition accélérée vers la soutenabilité". "Quand vous luttez frénétiquement pour la survie, dit-il, les préoccupations plus larges au sujet de l'environnement semblent stériles et hors de propos". Mais pour un visionnaire la solution est simple: "la soutenabilité implique des réductions massives de la pauvreté et cela signifie faire entrer des milliards de personnes dans l'économie de marché". Hart prend note d'un problème irritant: les pauvres n'ont pas beaucoup d'argent comptant. Mais il nous informe joyeusement que des corporations, elles aussi visionnaires, - telles que Unilever et Johnson & Johnson - ont trouvé des stratégies pour viser les pauvres. Peut-être fait-il référence aux rubans de petits sachets de shampooing et de savon en poudre qui pavoisent les marchés locaux d'un bout à l'autre de l'Afrique et de l'Asie. La "stratégie" de marketing est simple: un petit paquet de shampooing coûte 2 ou 3 baht (le produit revient à plus du double de ce qu'il coûte dans un grand contenant) mais toute jeune fille de village peut se permettre cette petite dépense. De plus, la publicité à la télé Thaï est une parade sans fin de très jolies femmes avec de longs cheveux brillants qui tourbillonnent sans aucun souci - évidemment les shampooings commerciaux et chimiques ne sont pas seulement meilleurs que les produits locaux et traditionnels, ils vous rendent aussi plus belles, plus riches et plus modernes. Qui peut blâmer les filles du village d'acheter les produits chimiques moussants dans leur emballage brillant quand elles sont soumises à cet incessant tourbillon de cheveux!

Mais le commerce doit aussi changer son attitude avec les pauvres, dit monsieur Hart [Harris]. "Là où il y a une pauvreté abjecte, le commerce doit visualiser un marché actif; c'est tout comme visualiser un parc d'amusement

thématique là où il y a un marécage". Apparemment ceux qui ont la chance de vivre dans une pauvreté abjecte vont pouvoir faire la transition de l'invisibilité au consummateurisme sans avoir à passer par le douloureux stade d'être humain grâce aux pouvoirs "de visualisation" de ces entrepreneurs qui voient loin. Évidemment il y a plus et permettez-moi de vous dire, au risque de gâcher le punch d'une bonne histoire, comment se termine cette fantaisie de parc thématique. "Qui sait" songe le visionnaire, "dans vingt ans le courant pourrait changer de direction et les [MNC ?] seront reconnus comme les hérauts et non les méchants de la globalisation".

Il n'y a plus aucun doute: vous voulez tout de suite votre propre copie de Tomorrow.

Et bien, si vous êtes un "grand groupe dépositaire" d'une des corporations suivantes vous allez probablement en recevoir un par la poste: ABB, Dow Chemicals, Du Pont, Novartis. Ou peut-être êtes-vous reliés à 3M, BP, British Telecom, Deloitte Touche Tohmatsu, Duke Energy, Ford, Nokia, Rio Tinto, Shell ou Unilever? Si oui vous pouvez aussi leur demander de vous en envoyer copie. Mais peut-être avez-vous un ami à l'Institut Wuppertal pour le Climat, à Environnement et Énergie, au Centre pour la Science et l'Environnement ou au Legambiente qui sont énumérés en tant que groupes apportant un "soutien expert"? Peut-être que certains de nos amis dans ces organisations réputées devraient se demander si Tomorrow mérite leur "soutien expert"?

Les pauvres ont tenu bon dans la croisade pour la libéralisation des marchés. Et ce ne sont pas seulement les corporations qui devraient être reconnaissantes du fait que les pauvres "seront toujours avec nous" parce que sans eux l'OMC aurait beaucoup de difficultés à rabâcher une nouvelle ronde de négociations commerciales - appelée avec euphémisme "ronde de développement".

Le directeur général de l'OMC, Mike Moore, encore une fois, a fait sortir les pauvres au trot - en les portant comme un drapeau en avant de la charge - pour justifier la croisade de la libéralisation du commerce à une table ronde récente sur le commerce et la pauvreté dans les pays les moins développés.

Moore a déclaré que "durant les cinquante dernières années le système de commerce multilatéral a probablement fait plus pour augmenter les standards de vie et sortir les gens de la pauvreté que toute autre intervention gouvernementale". Il serait intéressant de demander un vote sur cette proposition. Est-ce que la Chine, par exemple, qui a réussi, en termes absolus, une phénoménale réduction de la pauvreté concéderait le crédit au système de commerce multilatéral? Ou y aurait-il un face à face avec l'analyse de la CNUCED (Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement) dans son Rapport sur le Commerce et le Développement (1999) qui affirme que la plus grande ouverture des pays en voie de développement dans les années 1990 est associée à une plus grande volatilité, de plus grands déficits de paiements et une moins bonne performance au niveau de la croissance?

En utilisant comme synonymes "commerce" et "libéralisation du commerce" Moore perpétue délibérément l'idée que celui qui s'oppose à une nouvelle ronde de négociations commerciale, dans laquelle tous les coups sont permis, est non seulement contre les pauvres mais contre le commerce. De plus, d'une manière très commode, il ignore le fait que durant 45 des 50 dernières années la libéralisation du commerce était gérée à travers le forum beaucoup plus ouvert et flexible qu'était le GATT.

L'OMC, assise sur ses règles, coercitives et non démocratiques est une toute autre chose.

Ceci est une vieille stratégie. Même avant l'effondrement des négociations commerciales à Seattle, l'OMC a réalisé que sa meilleure tactique de relations publiques consistait à persuader le public que "le libre échange est bon pour les pauvres". Et même si "les pauvres" tirent apparemment profit d'une plus grande libéralisation du commerce, il serait très inopportun d'écouter réellement ce qu'ils en ont à dire.

Via Campesina, un mouvement international de plus de 2000 organisations de fermiers et de paysans veut sortir l'agriculture de l'OMC. Les millions d'Africains qui meurent du SIDA (la plupart d'entre eux sont très pauvres) demandent que les compagnies pharmaceutiques arrêtent de manipuler les droits de propriété intellectuelle dans le but de protéger leurs profits. Les enseignants et les travailleurs de la santé dans les pays en voie de développement demandent un moratoire sur les négociations pour la libéralisation des services (L'Accord général sur le commerce des Services) de peur que de nouvelles libéralisations détruisent le peu qui est resté du secteur public après l'ajustement structurel.

Les "pauvres" ont des noms: ils sont fermiers, ce sont des gens qui meurent du SIDA, des enseignants du primaire sous-payés, des paysans sans terre qui vivent dans les bidonvilles à la limite des métropoles tentaculaires, des femmes qui vendent des fruits le long de la route, des migrants illégaux travaillant pour presque rien plutôt que de retourner dans leur pays déchiré par la guerre et économiquement éviscéré. L'augmentation de la libéralisation du commerce offerte par l'OMC ne leur sera d'aucun profit. Ils profiteraient de plus d'interventions gouvernementales et non pas d'une diminution de celles-ci. Des services publics meilleurs et dans la mesure de leurs moyens, non des privatisations; la location des terres, non la propriété des marchés; plus d'emplois et de la sécurité d'emploi, des prix stables pour les produits de l'agriculture, de la technologie pour construire une capacité de production locale et une protection contre les vicissitudes des marchés financiers et d'exportation. Aucun des ces sujets n'est inclus dans l'ordre du jour de la prochaine ronde.

■ 4

5 > L'aide au développement



Ce qu'il faut, c'est retirer à ces institutions, et à toutes les organisations enfermées dans leur conception de l'"économiquement correct", leur contrôle sur toutes les sources de crédit et sur l'économie mondiale.

Soren Ambrose

Analyste politique « 50 Years is Enough »

**Traduction: Jean Pierre Renard, traducteur bénévole
coorditrad@attac.org**

Article publié dans le Courriel d'information n°226

<http://attac.org/listfr.htm>

Comme on le voit à la fin du présent article, le rapport de la Banque Mondiale paru cette semaine fait en partie écho au récent rapport du FMI. Pour faire court : les deux institutions reconnaissent que mettre des dizaines de conditions pour accorder des aides aux pays, cela ne fonctionne pas, et il se pourrait qu'elles en réduisent sérieusement le nombre.

Mais le problème est de savoir ce qu'on entend par " fonctionner ". En clair, les institutions estiment qu'elles réussissent quand elles amènent les gouvernements à adopter les politiques néo-libérales. Le succès pour elles ne veut pas dire plus d'emploi, moins de faim, plus d'éducation. En fait, alors que ces rapports sont décrits par certains comme de l'auto flagellation de la part de la Banque Mondiale et du FMI, ils constituent en dernière analyse la preuve que ces institutions travaillent à imposer les politiques néo-libérales (privatisation, libéralisation, orientation des exportations, etc..) aussi complètement et aussi largement que possible. La question posée par ces rapports se résume ainsi : comment faire pour être plus efficace dans cette action ? Si nous ne parvenons pas suffisamment bien à forcer la main des gouvernements en les submergeant de conditions pointues, que faire ? La carotte au lieu du bâton ?

On trouve dans le rapport de la Banque Mondiale un ou deux articles dans lesquels on suggère que les institutions songent à ne plus soumettre les prêts à des conditions, et à n'accorder des prêts qu'aux pays qui font déjà montre d'une " bonne conduite ". Ce changement signifierait que les gouvernements devraient s'attacher à deviner quelles politiques peuvent leur rapporter de l'argent. Ce serait là un moyen plus subtil et plus efficace pour amener les gouvernements à adopter les politiques qui plaisent au G7, à la BM et au FMI : en l'absence d'exigences claires, l'auto-discipline et la paranoïa maintiendraient les gouvernements dans le droit chemin. Et le FMI et la Banque Mondiale pourraient dire : " mais vous voyez bien que nous n'imposons plus aucune condition. "

Ce qu'il faut, c'est retirer à ces institutions, et à toutes les organisations enfermées dans leur conception de l'"économiquement correct", leur contrôle sur toutes les sources de crédit et sur l'économie mondiale.

Soren Ambrose, Réseau 50 ans ça suffit - Washington DC, USA

Développement : Une nouvelle étude de la Banque Mondiale affirme que les aides ne peuvent pas susciter les réformes économiques, par Gumisai Mutume ` Washington, 27 mars (IPS) - Les aides ne peuvent pas susciter les réformes économiques : c'est ce que constate une nouvelle étude de la Banque Mondiale sur l'Afrique, qui montre qu'imposer des conditions aux pays en voie de développement en les forçant à adopter des réformes impopulaires s'est révélé inefficace dans de nombreux cas.

Le rapport intitulé " Aides et réforme en Afrique : leçons tirées de 10 études de cas " paru mardi, reflète une prise de conscience croissante, du moins sur le plan théorique, au sein de l'institution de Bretton Woods, que les conditions de prêt, imposées depuis des décennies, de plus en plus nombreuses et de plus en plus complexes, n'ont pas apporté les résultats escomptés.

" Le rapport montre que l'aide ne peut pas susciter les réformes dans les pays pauvres qui s'y opposent carrément ", selon Shanta Devarajan, principal économiste du Réseau de Développement Humain de la Banque Mondiale, qui a dirigé l'étude. " Si le pays ne s'est pas " approprié " une stratégie nationale de développement, les mesures d'aide les plus généreuses et les mieux intentionnées n'auront que peu d'impact, si ce n'est aucun impact, sur la qualité de la vie. "

L'étude, qui examine l'incidence des aides au développement sur la politique économique en Afrique, porte sur la Côte d'Ivoire, la République Démocratique du Congo, l'Ethiopie, le Ghana, le Kenya, le Mali, le Nigeria, la Tanzanie, l'Ouganda, et la Zambie. Elle fournit des armes supplémentaires à ceux qui prônent une révision des pratiques de la Banque Mondiale et du FMI en matière de prêt.

Le Kenya a reçu des aides massives en récompense de réformes : 3 milliards de dollars entre 1976 et 1996, mais nombre de ses réformes ont été concoctées lorsque le gouvernement avait cruellement besoin d'une aide financière. Il accepta rapidement de faire des réformes en profondeur, mais ces réformes n'eurent aucune suite.

" Il arrive que la probabilité d'une application réussie des réformes soit faible dès le départ ", précise le rapport, mettant en accusation l'une des pierres angulaires des conditionnalités des prêts de la Banque Mondiale et du FMI. " Dans d'autres cas, les prêteurs ou les donateurs se sont alignés sur les avis de technocrates bien intentionnés qui ne disposaient pas du soutien politique suffisant. "

Pour donner à leurs réformes économiques une allure authentique, les institutions de Bretton Woods ont inventé les " Notes Stratégiques pour Réduire la Pauvreté " (Poverty Reduction Strategy Papers, PRSP) en 1999, destinés à guider les prêts aux pays les plus pauvres. Les PRSP permettent théoriquement aux pays pauvres de mettre au point leurs priorités sociales et économiques grâce à des consultations entre gouvernement, agents économiques et société civile, les institutions financières internationales jouant le rôle de soutien.

Cependant, cette stratégie repose également sur des conditions strictes et récompense par de nouveaux prêts les pays qui ont atteint un certain niveau de réalisations en matière de réformes économiques, tandis que ceux qui n'ont pas réussi se voient restreindre les prêts.

" Un pays ne peut réellement s'approprier un projet de réduction de la pauvreté que si le FMI et la Banque Mondiale suppriment la menace de " conditionnalité " qui pèse sur des gouvernements vulnérables ", affirme Fantu Cheru, professeur à l'université de Washington.

Dans un rapport récent à la Commission des Droits de l'Homme de l'ONU sur les implications des PRSP, Cheru affirme que lier l'allègement de la dette aux PRSP met les gouvernements dans l'incapacité de consulter de larges secteurs de leur population, obligés qu'ils sont de plaire à des politiciens à Washington plutôt que de rechercher des mesures viables nationalement pour réduire la pauvreté.

Nombre de gouvernements africains marchent droit, en partie parce que leur seule source de financement à bon compte se trouve être la Banque Mondiale, par l'intermédiaire de son agent prêteur, l'Association de Développement International.

Le discours de la Banque est que la démarche concernant les prêts de rajustement évolue pour devenir participative, mais la réalité est toute différente sur le terrain.

" Dans de nombreux pays bénéficiant des PRSP, l'expérience montre que les programmes de rajustement structurel ne subissent pas de transformation, et que, à bien des égards, la participation aux PRSP génère le consentement aux politiques de rajustement structurel " affirme Cheru, qui a étudié récemment le processus dans huit pays bénéficiant de PRSP intermédiaires, au Bénin, au Tchad, au Ghana, au Kenya, au Mozambique, au Sénégal, en Tanzanie et en Zambie, ainsi qu'un PRSP complet en Ouganda.

Le nombre moyen de conditions posées par la Banque Mondiale pour l'Afrique sub-saharienne est passé de 32 entre 1980 et 1983 à 56 à la fin de cette décennie, selon des études indépendantes autorisées par la Banque. En 1999, la Banque et le FMI ont imposé en moyenne 114 conditions à 13 pays de l'Afrique sub-saharienne qui mettent en application des programmes de rajustement structurel. La Tanzanie, avec 150 conditions, détient le record, selon la " Globalisation Challenge Initiative ", qui surveille la Banque et le FMI.

Certaines de ces conditions vont jusque dans le détail des articles budgétaires et donnent des recommandations sur le nombre de licenciements dans tel ou tel secteur. " J'ai toujours dit à mes collègues que s'il faut 67 conditions, mieux vaut ne pas parler de conditions ", déclare David Dollar, du groupe de recherche et de développement de la Banque Mondiale, qui fait partie de l'équipe qui a réalisé le rapport. " Pourquoi ne pas réduire le nombre à trois ou quatre conditions importantes ? "

" Cela ne veut pas dire que la Banque doit se désengager, mais il nous faut adopter une démarche nouvelle ; même les pays qui ont le plus de succès avec leurs réformes (le Ghana et l'Ouganda) préfèrent un nombre restreint de conditions. "

Se conformer aux conditions de prêt n'est pas seulement obligatoire pour l'assistance suivie sous forme de prêt, c'est aussi un préalable pour les dons bi-latéraux et pour l'allègement de la dette.

La prolifération des conditions imposées par Washington vient au moment où l'aide au développement de l'Afrique sub-saharienne a fortement diminué : de 32 dollars par tête en 1990, elle est tombée à 19 dollars par tête en 1998, ce qui a rendu ces pays plus dépendants des prêts du FMI et de la Banque Mondiale.

Il reste à voir si ce rapport peut entraîner des changements d'importance dans la politique de prêt de la Banque et du FMI à l'égard du continent africain.

Ce rapport fait suite à une série de publications. L'une de ces publications, réalisée par l'équipe de recherche du FMI, établit que l'augmentation des conditions imposées aux pays emprunteurs a " suscité une inquiétude légitime, en particulier du fait que le Fond outrepassa son mandat et son domaine d'expertise propre, qu'il utilise sa force d'impact financier pour bâtir un programme politique d'envergure et qu'il court-circuite les centres de décision nationaux. "

" Une conditionnalité trop envahissante est susceptible de galvaniser une opposition locale au programme, mais aussi de détourner de l'essentiel l'attention des gouvernants. "

Les auteurs de ces écrits demandent que les responsables du FMI réfléchissent à la limitation du nombre des conditions pour ne garder que celles qui sont indispensables aux principaux objectifs macro-économiques du FMI.

6 > Pour un monde plus juste



L'aide publique au développement est l'ensemble des fonds en provenance des États du Nord "destinés à favoriser le développement économique des États du Sud et à améliorer les conditions de vie", versés sous forme de dons ou de prêts à taux préférentiels. L'Aide publique au développement est un outil incontournable de financement du développement.

CCFD - Comité catholique contre la faim et pour le développement

4, rue Jean Lantier 75 001 Paris Tel. : 01 44 82 81 53
Fax : 01 44 82 81 45 Site Internet : www.ccfid.asso.fr

Article publié dans le Courriel d'information n°231

<http://attac.org/listfr.htm>

Nous sommes tous les témoins d'un scandale intolérable : 1,5 milliards de personnes, soit 1/4 de la population mondiale, vivent aujourd'hui dans la pauvreté absolue. Depuis 30 ans les écarts entre les 20 % les plus riches de la population mondiale et les 20 % les plus pauvres ont été multipliés par 3. Ainsi le total des 3 plus grosses fortunes du monde dépasse le produit national brut (PNB) cumulé du groupe des Pays les Moins Avancés (PMA) soit 600 millions de personnes vivant dans plus de 48 pays.

La communauté internationale a pourtant les moyens de lutter contre ces inégalités. Le coût de réalisation et de maintien d'un accès universel à l'éducation et aux soins de santé de base, à une nourriture adéquate, à l'eau potable et des infrastructures sanitaires est estimé, en plus de l'aide actuelle, à 300 milliards de francs par an pendant 10 ans (46 milliards d'euros). Une somme qui n'équivaut même pas au budget français de l'éducation (388 milliards de francs pour 2001). Depuis 1995, la communauté internationale, tant au niveau de l'ONU que de l'OCDE et du G7, s'est engagée à réduire de moitié la proportion de personnes vivant dans l'extrême pauvreté d'ici à 2015

Cet objectif est parfaitement réaliste, c'est une question de volonté politique.

L'aide publique au développement (Aide publique au développement) est un des outils à la disposition des États pour réaliser cette ambition. Tout comme les pays européens ont renoué avec la croissance après la deuxième guerre mondiale, en partie grâce à l'aide financière du plan Marshall, les pays du Sud ne peuvent se passer d'un apport financier extérieur conséquent.

Les États occidentaux se sont engagés dès 1970 à consacrer 0,7 % de leur PNB à l'aide publique. Alors que la croissance revient, loin d'augmenter, l'Aide publique au développement diminue globalement. La France n'a jamais tenu sa promesse et nous constatons une baisse continue des budgets consacrés à l'Aide publique au développement.

La France s'enrichit mais elle est de moins en moins solidaire !

Le CCFD, association de solidarité internationale, veut réagir face à ce scandale. Il est convaincu qu'un partage des fruits de la croissance tant au niveau national que mondial est une question de justice et permettra seul d'assurer pour tous un développement durable. C'est pourquoi à l'approche des élections législatives et présidentielles le CCFD veut mobiliser l'opinion publique pour que les candidats incluent dans leur programme l'engagement de consacrer 0,7 % du PNB à l'aide publique au développement à l'horizon 2005.

Depuis 40 ans, le Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement soutient des projets de développement mis en oeuvre par des organisations partenaires (500 projets par an dans 70 pays). Il effectue par ailleurs un travail d'éducation au développement et de sensibilisation de l'opinion publique à travers un réseau de bénévoles.

Qu'est-ce que l'aide publique au développement ?

C'est l'ensemble des fonds en provenance des États du Nord "destinés à favoriser le développement économique des États du Sud et à améliorer les conditions de vie", versés sous forme de dons ou de prêts à taux préféren-

tiels. L'Aide publique au développement est un outil incontournable de financement du développement.

Combien la France consacre-t-elle à l'Aide publique au développement en 2000 ? 34 milliards déclarés, 29,4 milliards réels*, 0,32 % du PNB, 484 FF par habitant. * Hors territoires d'Outre-Mer

Aide publique/aide privée En France, contrairement aux autres pays donateurs, une très faible part de l'Aide publique au développement transite par les Ong (0,65 % du total). Aux Pays-Bas cette part est 20 fois supérieure !

A qui va l'aide publique au développement ?

Les zones d'intervention :

La France a défini une zone de solidarité prioritaire rassemblant 55 pays à revenus faibles ou moyens, dont de nombreux pays africains. Mais, dans la pratique, l'essentiel de l'aide publique française (hors TOM) est concentrée sur quelques pays : Côte d'Ivoire, Égypte, Maroc, Cameroun, Sénégal, Tunisie et Madagascar. Parmi ces pays, seuls le Sénégal et Madagascar figurent dans le groupe des pays les moins avancés définis par les Nations unies. Si bien qu'en 1999, seuls 16 % de l'Aide publique au développement ont été consacrés aux PMA, au lieu des 25 % sur lesquels la France s'est engagée.

Les secteurs d'intervention : L'aide se répartit entre le soutien financier direct aux budgets des États (paiement des fonctionnaires, remboursement de la dette, aide à l'ajustement structurel) et l'appui à des programmes de développement sociaux et économiques. Or c'est cette aide budgétaire aux États qui est favorisée, au détriment des programmes de développement. De plus, près d'un milliard de francs est consacré à la promotion du rayonnement culturel de la France, a-t-il sa place dans l'Aide publique au développement ?

* Source: OCDE.

TOUTES LES QUESTIONS QUE VOUS VOUS POSEZ SUR L'AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT

La France n'est-elle pas déjà un grand pays donateur ?

Si la France est en 2000 le premier pays donateur parmi les pays du G7 (États-Unis, Japon, France, Allemagne, Canada, Royaume-Uni, Italie), en pourcentage du PNB, elle ne se situe qu'au 8e rang de l'ensemble des pays donateurs. Seuls les pays scandinaves ont dépassé l'objectif de 0,7 %. La France est le pays qui a le plus réduit, depuis 1994, son aide publique au développement.

Une augmentation substantielle de l'Aide publique au développement est essentielle si la France veut tenir ses engagements en terme de solidarité et retrouver un rôle moteur sur la scène internationale dans les politiques de développement. La France ne peut plus se cacher derrière l'attitude des autres donateurs mais doit montrer l'exemple.

L'aide profite-t-elle aux dirigeants corrompus ?

Nous avons tous en tête des exemples de scandales d'une aide ayant alimenté davantage les comptes bancaires de dirigeants corrompus dans les paradis fiscaux que les populations locales. Mais les situations socio-politiques des pays bénéficiaires ont évolué. La démocratie a gagné du terrain. Ainsi dans 42 des 48 pays d'Afrique subsaharienne des élections pluralistes ont été tenues. Les sociétés civiles s'organisent. En outre les pays donateurs sont beaucoup plus vigilants au moment d'accorder leur aide. Les sociétés civiles locales demandent aujourd'hui des comptes à leurs gouvernants. Cette vigi-

lance citoyenne est l'une des garanties d'une bonne affectation des fonds. L'aide publique au développement se doit de renforcer la construction des États démocratiques en soutenant la structuration de leur société civile.

La pauvreté a-t-elle reculé ?

L'accusation la plus fréquente envers l'Aide publique au développement est celle de l'inefficacité. Il est en effet facile de souligner la persistance de la pauvreté, du sous-développement ou des conflits. Cette conception est dangereuse, elle relève à la fois de la démagogie et du fatalisme et reflète mal les élans et les efforts entrepris par les sociétés du Sud. Le CCFD affirme que la persistance de la pauvreté n'est pas due à l'inefficacité de l'aide mais aux choix politiques qui favorisent la montée des inégalités et non un partage des fruits de la croissance tant au niveau mondial que national. L'aide n'est pas responsable des guerres ou de la pauvreté ! Elle contribue à soulager les populations victimes de la misère mais ne prétend pas résoudre l'ensemble des problèmes. Des progrès réels ont été enregistrés, ainsi l'espérance de vie s'est considérablement améliorée passant en moyenne dans les pays du sud de 55 à 65 ans en 30 ans. En 1970 dans les zones rurales des pays en développement, une personne sur 10 avait accès à l'eau potable. On en compte aujourd'hui 7 sur 10. Le taux de mortalité infantile a été quasiment divisé par deux en trente ans*. Source Rapport mondial sur le développement humain 2000, Programme des Nations unies pour le Développement.

Les Nations unies et les Ong confirment que, pour poursuivre sur ces avancées, les flux financiers publics en provenance du Nord sont une condition certes non suffisante mais nécessaire.

Ainsi les économistes de la CNUCED (Commission des Nations unies pour le Commerce et le Développement) ont démontré dans une étude publiée en juin 2000 qu'une injection financière massive est indispensable pour provoquer un choc et amorcer un cercle vertueux qui conduirait à la réduction de la pauvreté.

Trade or aid ? Commerce ou aide ?

Les tenants de l'idéologie ultra-libérale fustigent l'aide publique au développement qu'ils jugent inutile voire néfaste. Ils proposent l'ouverture des marchés comme panacée : Trade not Aid (le commerce pas l'aide). Ce slogan et son corollaire de mesures sont lancés dans les années quatre-vingt : ajustement structurel, réduction drastique des financements des politiques sociales, ouverture des marchés, appels massifs aux investissements extérieurs. Bilan : des pauvres toujours plus pauvres, des riches toujours plus riches ! La part de l'Afrique (20 % de la population mondiale) dans le commerce international est aujourd'hui de 1,8 %. Les flux d'investissements privés, censés pallier la diminution de l'aide, se font attendre ignorant l'Afrique. Ailleurs ils sont trop volatiles et ne permettent pas d'assurer à tous un développement basé sur une meilleure justice sociale.

Le commerce international est un des facteurs de développement seulement si les conditions dans lesquelles il se pratique sont équitables : ceci implique une ouverture de nos marchés aux produits du Sud. L'aide, mieux orientée, doit permettre aux pays du Sud de s'insérer à leur rythme dans l'économie mondiale. Aide et commerce ne sont donc pas exclusifs mais complémentaires.

Aide ou assistantat ?

L'aide au sens où nous l'entendons ne consiste pas à maintenir sous perfusion permanente des pays qu'une

vision trop pessimiste condamne au sous-développement. Idéalement, elle constitue un levier encourageant les initiatives locales de développement. Les acteurs du développement ont su tirer les leçons des échecs passés et élaborent aujourd'hui des programmes intégrés en partenariat avec les populations. L'Aide publique au développement peut contribuer à offrir à tous un meilleur environnement économique et social. Elle soutient le dynamisme des États et des sociétés civiles dans leur lutte contre les inégalités.

Les associations partenaires du CCFD témoignent de cette force des sociétés civiles, qui loin des grands médias, se battent jour après jour pour construire un avenir meilleur.

Avons-nous les moyens d'aider le Sud alors que l'exclusion perdure dans les pays riches ?

Combattre les inégalités est aujourd'hui possible, tant dans notre pays qu'au niveau mondial. L'exclusion au Nord et au Sud relève des mêmes logiques. La France a renoué avec la croissance. Sa politique de coopération avec le Sud n'est pas une question de moyens mais de volonté politique. En effet, la croissance des inégalités et des exclusions avec leur cortège de guerres, de déplacements massifs de populations, est non seulement immorale mais est aussi un facteur de risque, pour la paix et la sécurité du monde. Elle est une menace pour l'humanité toute entière.

Le doublement en volume de l'Aide publique au développement française (soit 30 milliards de francs) représenterait 12 % du budget de la défense (244 milliards de francs en 2001), le jeu n'en vaut-il pas la chandelle ?

AIDE ET CONFLITS

L'aide dans les situations de conflits est-elle possible ?

L'aide publique au développement se donne pour objectif la réduction de la pauvreté et le soutien aux populations les plus démunies. Or, dans les cas de conflits, la situation des populations civiles se trouve particulièrement fragilisée et dépendante des apports extérieurs.

Par conséquent, la poursuite de l'aide dans un pays déchiré par un conflit doit être considérée comme faisant partie intégrante de l'action de coopération.

Dans ces contextes de guerre, en complément de l'aide d'urgence, des programmes de développement sont décisifs pour la mise en place ou au minimum le maintien de réseaux de santé, de programmes d'éducation ou de politiques de sécurité alimentaire. Ces actions représentent de véritables leviers pour l'établissement d'une paix durable.

Dans ces situations, l'aide doit être canalisée vers les populations civiles et les organisations locales, qui mettent en œuvre ces programmes.

Les exemples sont nombreux : en Colombie, les paysans déplacés se sont organisés en communautés indépendantes pour contrer les plans de contrôle territorial des acteurs armés; au Kivu, en République Démocratique du Congo (RDC), des réseaux de femmes s'organisent pour continuer à mener des programmes de développement agricole, malgré le contrôle et la répression des acteurs armés impliqués dans ce conflit. Le principe du maintien de la coopération au développement en situation de conflits est reconnu officiellement par les institutions internationales, l'OCDE notamment.

Pour sa part, le CCFD a depuis longtemps adopté ces

principes et mis en œuvre des programmes de développement en situation de conflit, que ce soit en Bosnie, au Kosovo, en Colombie ou dans la région africaine des Grands Lacs. Dans le cadre d'une Convention d'objectifs cofinancée par le ministère des Affaires étrangères, le CCFD appuie depuis quatre ans les actions de seize organisations travaillant en milieu rural au Rwanda, au Burundi, et en RDC, qui ont contribué à la stabilisation des populations, l'accès à la sécurité alimentaire et au développement d'activités économiques. Du fait de la cessation de toute forme de coopération officielle avec la RDC à partir de 1998, le CCFD est une des seules Ong ayant appuyé des programmes de développement au Kivu depuis cette date. Le CCFD demande aux pouvoirs publics français de maintenir leur coopération pour le développement pendant les conflits en utilisant davantage le canal des Ong. Il dénonce aussi l'incohérence de la politique française qui, d'un côté, veut soutenir le développement et de l'autre, entretient les conflits par ses ventes d'armes.

APRÈS L'ANNULATION DE LA DETTE, AUGMENTONS L'Aide publique au développement !

La mobilisation citoyenne pour l'annulation de la dette des pays les plus pauvres (plus de 24 millions de signatures au niveau mondial), a obtenu des mesures encourageantes bien qu'encore insuffisantes en faveur de ces pays. Le CCFD a été le coordinateur de cette campagne d'opinion en France et va poursuivre, en 2001, un travail de fond sur ce thème. Aujourd'hui il vous propose une nouvelle mobilisation pour une Aide publique au développement réellement solidaire. L'annulation de la dette et l'augmentation de l'Aide publique au développement suivent les mêmes logiques : libérer des fonds pour le développement !

OBJECTIFS

1. Obtenir des candidats aux élections présidentielles et législatives de 2002 la promesse de respecter l'engagement de la France de consacrer 0,7 % de son produit national brut à l'aide publique au développement d'ici à 2005.
2. S'assurer que l'aide publique au développement sera mise en œuvre de manière transparente et visera à la lutte contre les inégalités.

MODE D'EMPLOI

§ Signez la pétition, diffusez-la et faites-la signer autour de vous.

§ Renvoyez la pétition au CCFD avant le 15 septembre 2001.

Le CCFD communiquera la pétition aux candidats aux élections législatives et présidentielle de 2002. Cette période d'élaboration des programmes électoraux de 2002 est propice à l'interpellation des décideurs politiques. Le CCFD souhaite par cette campagne obtenir non des promesses électoralistes mais des engagements sérieux dont il veillera à l'application. Le CCFD milite quotidiennement pour un monde plus solidaire et juge que l'aide publique au développement de la France doit faire l'objet d'un projet politique ambitieux. Il est de notre devoir, en tant que citoyens d'interpeller les candidats aux élections sur ces thèmes qui nous tiennent à cœur.



7 > Genoa Social Forum

A Gênes, du 20 au 22 juillet, se réuniront les chefs d'Etats du G8, c'est à dire des 7 pays les plus industrialisés du monde (Etats-Unis, Grande-Bretagne, Allemagne, Japon, France, Italie, Canada) plus la Russie, pour coordonner leurs choix économiques et politiques, décidant ainsi, malgré nous, du sort du monde.

Pourquoi sommes-nous contre le G8? Parce que les décisions du G8 concernent non seulement les nations qui le composent, donc nous-mêmes, mais aussi toutes les autres grandes nations de la planète. C'est parce qu'ils sont les plus forts qu'ils peuvent imposer leurs choix. Le résultat en est le monde que nous voyons : toujours plus uniforme et gris, plein de conflits et de tristesse, avec des énormes disparités entre le Nord et le Sud, dangereusement menacé sur le plan environnemental, sans idéal. Parce que le G8 croit en la "pensée néo-libérale" qui plait tant aux multinationales parce qu'il donne la priorité au profit et aux intérêts commerciaux sur le bien-être de tous les êtres humains. Le néo-libéralisme affirme en effet, contre toute évidence, que la croissance économique peut continuer à l'infini et apporter le bien-être à tous, que la politique et les institutions démocratiques ne doivent absolument pas faire obstacle à l'expansion du marché et du commerce, que l'air, l'eau, et les autres biens naturels ne méritent pas tant d'attention, puisque l'on pourrait, par la technologie, trouver remède à tout. Parce que le G8, dans le but de faire croître l'économie, est en train de favoriser la culture de l'image et de la consommation en dépit de valeurs plus profondes qui permettent à une société de ne pas perdre sa cohérence et son identité.

Nous devons changer de route. En tant qu'humanité, notre premier intérêt est de protéger les équilibres naturels, de sauvegarder les biens communs, de garantir la paix et l'équité. Si nous voulons éviter l'écroulement environnemental et social, nous devons changer de route, et cesser de sacrifier l'environnement et les droits humains, sociaux et politiques sur l'autel des profits, du commerce et de la croissance productive. Au contraire, nous devons construire une nouvelle économie, qui coexiste avec le droit à la survie de tous, avec le maintien des équilibres naturels de la planète, avec la justice, la qualité de la vie.

Rejoins-nous, c'est dans ton intérêt! En juillet, à l'occasion de la réunion du G8, nous serons à Gênes pour rappeler à tous que la politique et l'économie ont pour but de rechercher l'intérêt de tous et non de servir les intérêts des grands groupes économiques.

Le GSF, c'est une coordination d'associations, forces politiques, centres sociaux, syndicats, individus, d'origines et de sensibilités différentes qui entendent protester contre le G8 et les politiques internationales soutenues par les pays riches.

Nous adoptons des méthodes non violentes et nous n'avons rien contre les activités économiques humaines, mais justement parce qu'elles sont "humaines", nous les voulons faites dans le respect de l'environnement et de l'homme : la logique du profit et des lois du marché ne sont pas capables tous seuls de faire fonctionner la société.

Nous croyons que d'autres valeurs comme la solidarité, la participation démocratique, la vie sociale, la beauté, la culture doivent être redécouvertes, mises en exergue, et diffusées.



Traduction de l'appel du Genoa Social Forum.